

Université de Genève
Faculté autonome de théologie protestante
Institut œcuménique de Bossey

**L'Eglise dans l'espace public : Cas de l'Eglise
Evangelique Presbyterienne du Togo et son rôle
dans la prévention de la violence**

by/par Rév. Demanya Kofi AKOUSSAH

Thesis presented as part of the requirements for the degree of
Master of Advanced Studies in Ecumenical Studies
Mémoire présenté en accomplissement partiel des exigences pour l'obtention
d'une Maîtrise universitaire d'études avancées en études œcuméniques

Supervisors/Superviseurs :
Prof. Dr Ghislain Waterlot
Prof. Dr Martin Robra

Juin 2015

Remerciements

Nous rendons d'abord grâce à Dieu qui nous a donné la santé et nous a assisté par son Esprit pour pouvoir terminer l'année académique.

Nos remerciements vont ensuite au Professeur Martin Robra pour sa disponibilité, ses conseils et ses directives qui ne nous ont pas fait défaut au cours de la rédaction du présent document, au Professeur Ghislain Waterlot qui, malgré ses charges a accepté suivre ce travail, à Madame Professeur Amélé Ekué, qui n'a ménagé aucun effort pour nous soutenir de façon multiforme et nous assister pour que nous arrivions à bout du travail. Nous passons par Madame Professeur Dagmar Heller pour remercier tout le personnel de l'Institut de Bossey. Au Rev. Père Lawrence Iwuamadi et Madame Anu Talvivaara qui ont joué le rôle de thérapeute lors de nos crises de stress, un grand merci.

Je n'oublie pas le Conseil Œcuménique des Eglises, l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo et son comité synodal de même que son bureau exécutif pour la confiance qu'ils m'ont faite en permettant que je vienne faire les études œcuméniques à Bossey. A tous mes collègues, ma famille, mes enfants et mes amis, qui m'ont soutenu de diverses manières, je leur dis merci et que Dieu les bénisse.

TABLE DES MATIERES

<i>Remerciements</i>	<i>i</i>
<i>Liste des abreviations</i>	<i>iv</i>
<i>Résumé</i>	<i>v</i>
Premier Chapitre : INTRODUCTION	1
1.1. Le problème	1
1.1.1. Formulation du problème	1
1.1.2. Comprendre les termes: quelques formes de violence observables au Togo.....	5
1.2. Le paysage religieux au Togo	6
1.2.1. Les confessions religieuses	7
1.2.2. Les autres religions	10
1.2.3. Le fait religieux et la violence	11
Deuxième Chapitre : ANALYSE DE LA CRISE TOGOLAISE	12
2.1. Le premier coup d'état de 1963	12
2.1.1. Les causes, les manifestations et les conséquences	12
2.1.2. La réaction de l'EEPT	16
2.1.3. Analyse de la position de l'Eglise face au problème.....	17
2.2. La crise sociopolitique de 1990	17
2.2.1. Les causes, les manifestations et les conséquences	17
2.2.2. Réaction de l'EEPT	22
2.2.3. Analyse de la réaction de l'Eglise face au problème	23
2.3. Le climat sociopolitique du Togo depuis 2005 jusqu'à nos jours	25
2.3.1. Les causes, les manifestations et les conséquences	25
2.3.2. La réaction de l'EEPT	26
2.3.3. Analyse de la réaction de l'Eglise face au problème	29
Troisième Chapitre : CONTRIBUTION DE L'EEPT POUR LA PREVENTION DE LA VIOLENCE AU TOGO	30
3.1. Réflexion pour une théologie de la reconstruction	30
3.1.1. Essai d'une relecture de Kā Mana comme piste de réflexion	30
3.1.2. Point de vue de quelques spécialistes de la théologie publique.....	35

3.1.3. L'E.E.P.T. dans la vie publique avec un dialogue œcuménique plus ouvert.....	37
3.2. Impératif d'une éducation à la culture de la paix et de la justice.....	38
3.2.1. Elaboration d'un plan de formation au civisme et à la tolérance	38
3.2.2. Intensification et extension de la formation en communication pacifique et non violente.....	39
3.3. La position de l'E.E.P.T. dans l'espace public: quelle collaboration avec l'Etat?	40
CONCLUSION GENERALE.....	43
Annexes	46
BIBLIOGRAPHIE	57

LISTE DES ABREVIATIONS

EEPT : Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo

C.U.T. : Comité de l'Union Togolaise

CCIA : Churches Commission on International Affairs

CCT : Conseil Chrétien du Togo

CDPA : Convention Démocratique du Peuple Africain

CENI : Commission Electorale Nationale Indépendante

CETA : Conférence des Eglises de Toute l'Afrique

CMM : Conférence Méthodiste Mondiale

COE : Conseil Œcuménique des Eglises

COMECTO : Conseil des Ministères et Eglises Charismatiques du Togo

CVJR : Commission Vérité, Justice et Réconciliation

EED : Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement

EMT : Eglise Méthodiste du Togo

FAT : Forces Armées Togolaises

FEET : Fédération des Eglises Evangéliques du Togo

ONU : Organisation des Nations Unies

P.T.P. : Parti Togolais du Progrès

PAOET : Programme d'Accompagnement du Togo

RDC : République Démocratique du Congo

RPT : Rassemblement du Peuple Togolais

WCC : World Council of Churches

RESUME

Le présent document qui s'intitule « *L'Eglise dans l'espace public : Cas de l'Eglise Evangélique Presbytérienne et son rôle de prévention de la violence* » parle de la crise sociopolitique du Togo et propose des pistes de réflexion de prévention et de sortie. Le premier chapitre introduit le problème et présente le paysage religieux du pays. Le deuxième chapitre présente la crise togolaise, les causes, les manifestations de la violence, les conséquences, les réactions de l'église et une analyse de ces réactions. Le troisième chapitre est une contribution pour une sortie de crise par la prévention de la violence. Pour ce, la théologie de la reconstruction de Kă Mana a été proposée comme piste de réflexion, en bref, une prise en charge des problèmes togolais par les togolais, et la construction d'un nouvel imaginaire qui puisse aider le pays à se positionner sur l'échiquier international des pays de droits.

I. INTRODUCTION

1.1. Le problème

1.1.1. Formulation du problème

Depuis le lendemain de son accession à l'indépendance jusqu'aujourd'hui, le Togo se trouve impliqué dans un cycle infernal de violence avec des périodes d'accalmie entretenues par un système politique dictatorial assuré par une armée fidèle au parti unique au pouvoir. Ce climat de violence qui sévit au Togo a pris de l'ampleur depuis les années 1990 où naissait le pluralisme politique, avec un paroxysme en 2005. Le constat est que ces violences s'accroissent surtout en périodes électorales ou de transitions sociales, où l'on observe des violations des droits de l'homme, des assassinats et des centaines de déplacés cherchant refuge au-delà des frontières togolaises. Aussi, peut-on se rendre compte que les auteurs et instigateurs de ces forfaits, tant du côté du pouvoir en place que celui de l'opposition ou des populations qui cherchent à se défendre, se retrouvent dans les églises les dimanches; et, qui plus est, le Chef de l'Etat qui a gouverné le pays pendant 38 ans est un presbytérien. On se demande comment l'Eglise l'a-t-elle accompagné? Bref, tous les acteurs sont des croyants: s'ils ne sont pas chrétiens, ils croient en Dieu d'une manière ou d'une autre. Mais est-ce une raison pour les églises de garder silence sous prétexte du respect de l'autorité ou par principe de solidarité, et de rester indifférent en laissant les choses empirer? Quelle serait leur rôle dans la prévention et la gestion de ces crises? Pourront-elles jouer ce rôle en évoluant en rang dispersé ou doivent-elles s'unir pour dialoguer entre elles et avec les protagonistes de la scène politique? Quelle serait donc le rôle de l'EEPT dans la gestion et la prévention de ces crises? C'est fort de ces interrogations que nous nous proposons comme thème: **«L'Eglise dans l'espace public: le cas de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo et son rôle dans la Prévention de la violence»**.

➤ **Question de recherche et hypothèse**

Vu le caractère religieux de l'être humain, on peut se demander si l'action des églises ne peut pas briser le cycle de la violence au Togo. Les raisons de cette hypothèse se trouvent dans le fait que les auteurs et les victimes de la violence le plus souvent puisent dans un même système de plausibilité religieux axé sur la conviction que Dieu régit leurs destinées. Ainsi, vu l'importance incontestable du religieux sur le plan individuel et collectif, pourquoi l'église ne pourrait-elle pas exploiter cette opportunité pour prévenir la violence par sa présence dans l'espace public ?

➤ **Objectif**

L'objectif de ce projet est que nous souhaitons contribuer au débat sur la paix et la sécurité au Togo en rendant visible les enjeux d'un point de vue ecclésial, éthique et œcuménique. Le but est de proposer à l'EEPT des pistes de réflexions pouvant l'aider à revoir sa position dans le débat public et politique, à jouer son rôle prophétique et à composer avec les autres églises en vue de la prévention de la violence au Togo.

➤ **Interdisciplinarité**

Ce projet prendra en compte différentes dimensions des disciplines académiques.

➤ **L'existant**

Le thème que nous abordons n'est pas une nouveauté. Comme nous l'avons signalé plus haut, tous ceux qui sont impliqués dans les violences sont tous des croyants, de sorte qu'on se demande si ces conflits n'ont pas des liens avec la religion? C'est l'une des hypothèses soutenues par des chercheurs tels que R. Girard, W. Burkert et encore d'autres qui trouvent un lien intrinsèque entre le religieux et la violence. Pour Raimon Panikkar, le caractère religieux de la guerre est manifeste. Il le démontre en soulignant l'implication des prêtres par leurs prières pour ceux qui

partent en guerre, la consultation des oracles, tout ceci pour justifier la guerre. Il poursuit en disant:

«To put it another way: political war, too, at bottom, was religious war. Be the motives for a war economic, nationalist, or other, religion was always to be found at the center. No prince would have dared start a war without first consulting the oracles, prophets, astrologers, or priests. In some cases, and in many senses, war was like a ritual act¹»

Or, les églises, afin de jouer leur rôle prophétique auprès des populations, ont le devoir et la responsabilité de les protéger et de prévenir la violence. C'est ce que Peter Weiderud nous montre en ces termes:

«CCIA (Churches Commission on International Affairs) studies show that although churches have different views on the use of force for human protection purposes, they agree on one thing: the importance of preventive efforts designed to avoid or tackle a crisis before it escalates. Prevention is key. Churches in close contact with populations are well aware of the early warning signs of conflict. They can thus help alert the appropriate authorities as to potential sources of human rights crises, or even deal with the matter themselves»².

Samuel Kobia l'appuiera par ces mots: *«Conflicts are responsible for the insecurity we are talking about. It is almost like talking of a medical ethics, in which prevention is better than cure»³*. Et, ce devoir ne s'acquitte pas seul, mais en équipe. Dans ce sens, certaines églises comme l'EEPT, l'Eglise Méthodiste du Togo et l'Eglise Catholique Romaine au Togo ont évolué au sein d'un réseau interne pour se prononcer sur des questions relatives à la violence dans le pays. Sur le plan international,

¹ Raimon Panikkar, *Cultural Disarmament: the way to peace*, (Louisville, Kentucky: Westminster John Knox Press, 1995), p.31.

² Peter Weiderud, « Foreword» to *The Responsibility to Protect: Ethical and Theological Reflections*, (WCC, 2005), p.vii.

³ Samuel Kobia. *Words of welcome to the Public session in Ibid*, p.2.

l'EEPT a aussi un réseau important de partenaires par l'intermédiaire de la Mission de Brême⁴, pour le même objectif.

Par exemple, l'EEPT en collaboration avec ses partenaires, n'a pas manqué de se positionner par rapport aux événements qui ont secoué la vie socio-politique du pays en disant non à la violence. Mais cette collaboration est limitée à un certain nombre d'Eglises, et nous pensons que l'impact serait encore plus positif si le cercle du dialogue est élargi à d'autres membres.⁵ Actuellement, il y a un Programme d'Accompagnement Œcuménique des Eglises du Togo (PAOET)⁶ en cours, qui accompagne les différents acteurs de la scène politique au Togo en vue de l'instauration de la démocratie. Et ce programme est piloté par les deux églises partenaires membres du Conseil œcuménique des Eglises et de la Cevaa (Communauté d'Eglise en mission): L'EEPT et Eglise Méthodiste du Togo (EMT).

➤ **Les limites du projet**

Le monde des églises et des associations à vocation chrétiennes étant très composite au Togo, il nous serait impossible de toucher toutes les couches, car, certaines sont demeurées et demeurent fermées à tout dialogue et se croient être les seules détentrices de la vérité. De même, il existe certains groupes philosophico-religieux visibles sur le plan institutionnel, mais non accessibles aux «profanes». Nous ne serons pas en mesure de composer officiellement avec eux. Soulignons également qu'il n'est pas réalisable d'aborder dans ce travail toutes les formes de violence, mais nous prendrons en compte certaines qui ont émaillé la vie du peuple togolais depuis son indépendance, notamment le coup d'état de

⁴ Cf. S.Y.G. Gableame Gbedemah, *La Mission de Brême au Togo : la promotion d'une meilleure qualité de vie*, (Lomé : Editions Haho, 2012), p 133.

⁵ Il existe certes au sein de l'EEPT un service des relations islamo-chrétiens en Afrique(SRICA), mais il n'est pas visible, et la relation avec les autres religions est presque inexistante.

⁶ Le PAOET est soutenu par les partenaires suivants : Département Evangélique Français d'Action Apostolique(DEFAP), Communauté d'Eglise en Mission(Cevaa), Département Missionnaire échange et mission de la Suisse Romande (DM-échange et mission), Pain pour le monde et la Mission de Brême. Ce programme aide les églises à jouer leurs rôles dans l'espace public.

1963, les violences liées à la transition démocratique de 1990, et les élections de 2005.

➤ **Méthodologie**

Notre approche méthodologique sera basée sur une recherche bibliographique. En premier lieu, nous poserons le problème des églises face à la violence dans l'espace public. Ensuite, nous ferons une brève présentation de l'univers religieux au Togo avec un accent particulier sur l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo. Nous ferons ensuite une analyse systématique du problème à partir des points de vue éthiques et théologiques pour déboucher sur des propositions pour l'apport de l'EEPT dans son rôle dans la prévention de la violence au Togo.

La conclusion constituera une synthèse de nos développements. Mais qu'entendons-nous par le terme violence et quelles sont les formes de violence qu'on peut trouver au Togo ?

1.1.2. Comprendre les termes: quelques formes de violence observables au Togo

Vu la complexité du terme, il nous serait difficile de cerner dans le présent travail, tous les contours de la violence. Selon David Le Breton :

« Le terme violence est un mot-valise qui qualifie des faits innombrables mais bien différents : guerre, crime, émeute, délinquance, révolution, génocide, terrorisme, torture, agression sexuelle, etc. son univers marque l'usage d'une contrainte physique ou symbolique à l'encontre d'autrui pour imposer une volonté ; il introduit à l'arbitraire et à l'imprévisible. »⁷

Pour Michel Monod, spécialiste de la communication pacifique et non violente, *« la violence est une atteinte à notre intégrité corporelle s'il y a un coup, blessure. Elle est une infraction à notre intégrité psychique s'il y*

⁷ David Le Breton, « Violence » in Laurent Lemoine, Éric Gaziaux, Denis Müller (eds), *Dictionnaire encyclopédique d'éthique chrétienne*, (Paris : Les éditions du Cerf, 2013), pp. 2126-2127.

a critique, reproche, insulte, moquerie.»⁸ Dans un contexte social, la violence peut être définie comme l'usage illégal des méthodes de coercition physiques pour des buts personnels ou collectifs.⁹ Dans ce contexte, le taux de violence ou de crime augmente en fonction du niveau de la classe sociale et du niveau de pauvreté de la population. Plus les populations sont pauvres, plus elles s'engagent dans la violence; et plus le niveau de la classe sociale est élevée, moins elle est violente et criminelle¹⁰

Différentes formes de violences sont observables au Togo, comme entre autres: les violences physiques, les violences verbales, les violences psychologiques, les violences sexuelles, les violences économiques, les violences politiques. Mais pour ce cas d'espèces, nous allons nous attarder sur la violence en tant qu'usage de la force pour atteindre un but; nous parlerons surtout de violences dans le cadre des périodes électorales, où l'autorité gouvernementale fait recours à la force pour réprimer des manifestations ou pour répondre à d'autres formes de violences à son égard.

1.2. Le paysage religieux au Togo

Le paysage religieux au Togo se compose ainsi: sur une population d'environ 7 000 000 d'habitants, 51 % pratiquent la religion traditionnelle, 29% sont chrétiens, et 20% sont musulmans¹¹. Ces chiffres varient selon les sources. Les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur, de la sécurité et de la décentralisation sur la période de 1990 à 2001 nous

⁸ Michel Monod, *Aimez vos ennemis*, (Paris: Harmattan, 2006), pp. 12-13.

⁹ Elizabeth A. Stanko, «Violence» in Adam Kuper and Jessica Kupper(eds), *The Social science Encyclopedia*, Vol.2, (London, New York : Routledge, 2014), p. 1049.

¹⁰ Robert D. Crutchfield and Tim Wadsworth, «Poverty and Violence» in Wilhem Heitmeyer and John Hagan, *International Handbook of Violence Research*, (Dordrecht, Boston, London: Kluwer Academic Publishers, 2003), pp.73-74.

¹¹http://infocatho.cef.fr/fichiers_html/pays/aanneatlasmonde/paysaatlasafrique/maquetteafrdef/atlasafrtogo.html consulté le 6 mai 2015 ; selon le site "Les Amis du Togo" il y a 50% pour la religion traditionnelle, 29% de chrétiens et 12% de musulmans. URL : <http://les-amis-du-togo.jimdo.com/le-togo/> consulté le 6 mai 2015.

montrent une liste de 514 associations religieuses chrétiennes.¹² Nous parlerons surtout des confessions qui composent avec l'EEPT.

1.2.1. Les confessions religieuses

Au Togo, sept confessions religieuses se réunissent au sein du **Conseil Chrétien du Togo (CCT)**. Il s'agit de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo, l'Eglise Méthodiste du Togo, l'Eglise des Assemblées de Dieu, l'Eglise Baptiste du Togo, l'Eglise Luthérienne du Togo, l'Eglise de Pentecôte du Togo, l'Eglise Adventiste du 7^e jour¹³. Les actions œcuméniques avec ces églises excepté l'Eglise Méthodiste, se limitent le plus souvent à des services religieux interconfessionnels lors des événements nationaux comme fêtes nationales et sur demande du gouvernement. La plus importante en chiffre est l'Eglise des Assemblées de Dieu (1250 églises locales, 700 pasteurs et environ 300 000 membres)¹⁴.

L'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo est le fruit du travail des envoyés de la Mission de Brême (1847-1921) comprenant des missionnaires luthériens et calvinistes d'Allemagne et de Suisse, puis de la Société des Missions Evangéliques de Paris (1929-1959) provenant de la France et de la Suisse. Elle est passée d'une Eglise ethnique (Ewé) à une Eglise nationale, et est héritière de la Réforme luthéro-calviniste et germano-française. Ses partenaires internationaux sont entre autres le Conseil Œcuménique des Eglises (COE), l'Alliance Biblique Universelle, la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA), l'Alliance Réformée Mondiale (ARM), le Conseil des Eglises Unies pour

¹² Cf. Maditoma Hetchelli Pawélé, <http://d-nb.info/975809989/34> consulté le 3 mai 2015

¹³ Calendrier lectionnaire. Panorama de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo, (Lomé : Reflet CTCE, 2015), p 70-71.

¹⁴ <http://www.pcjv-togo.org/index.php/nos-associations-membres/eglise-des-assemblees-de-dieu-du-togo>, Plateforme citoyenne justice et vérité : brève présentation de l'Eglise des Assemblées de Dieu. Consulté le 4 mai 2015.

les Ministères dans le Monde, la Communauté d'Eglises en mission (Cevaa), le Morija, le Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement (EED). Mais son partenaire privilégié est la Mission de Brême qui se compose de l'Eglise Evangélique de Brême, de l'Eglise Evangélique Luthérienne de Oldenbourg, de l'Eglise Evangélique Réformée en Allemagne du Nord-Ouest, de l'Eglise Régionale de Lippe, de l'Eglise Evangélique Presbytérienne, Ghana et de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo.

L'EEPT a aujourd'hui 680 paroisses et lieux de cultes regroupés en 120 districts dirigés par des pasteurs, et les districts sont regroupés en 6 régions ecclésiastiques dirigées par des pasteurs inspecteurs. Le nombre des pasteurs en activité sur le terrain s'élève à 141 en plus d'une trentaine à la retraite, 600 catéchistes en activité et une cinquantaine à la retraite. Depuis 2001, l'église s'est engagée dans un programme de redynamisation dont l'axe central est la Pastorale Sociale qui est la portée missionnaire de la foi authentique vécue au quotidien pour le salut intégral de l'être humain.¹⁵

L'Eglise Méthodiste du Togo: elle comptabilise 45 000 membres à son actif, 32 pasteurs et 30 consistoires¹⁶. Elle est membre du Conseil œcuménique des Eglises(COE), de la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique(CETA) et de la Conférence Mondiale Méthodiste(CMM). Elle compose aussi avec l'EEPT pour des actions œcuméniques, et est son partenaire du programme d'accompagnement œcuménique du Togo (PAOET).

L'Eglise Catholique au Togo: elle compte 1 483 000 baptisés, 7 diocèses avec 321 Prêtres diocésains, 127 Prêtres religieux, 337 religieux

¹⁵ S. Y. G. Gbededemah, *Op Cit*, p 224 ; ce programme peut être vu dans la tradition de la contribution de Seth Nomenyo en 1967, reçu aussi internationalement, dans le Conseil International pour la Mission(IMC).Cf. Seth Nomenyo, *Tout l'Evangile à tout l'Homme*, Yaoundé : Clé, 1967.

¹⁶ Site du Conseil Œcuménique des Eglises : <https://www.oikoumene.org/fr/member-churches/methodist-church-of-togo> consulté le 4 mai 2015.

et 735 religieuses¹⁷. Elle compose avec l'EEPT pour des actions œcuméniques telles que la marche silencieuse des églises chrétiennes pour protester contre les conditions des élections du 24 avril 2005, les lettres pastorales par exemple.

Les églises pentecôtistes: il existe encore une pléthore d'églises et de ministères de tendance pentecôtiste mais qui n'ont pas de relation œcuménique avec l'EEPT. Ces églises ont longtemps évolué dans la clandestinité au cours la période 1978-1990 quand le gouvernement avait interdit leurs activités au Togo ; certaines opéraient sous le couvert de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo, d'autres se sont réfugiées au Ghana. Après leur réhabilitation par la conférence nationale, elles ont refait surface, et se sont multipliées sur une grande échelle. Mais leurs doctrines ne leur permettent pas d'aborder les problèmes politiques comme les églises établies. Par respect pour l'autorité, ces églises n'osent jamais aller dans l'espace public, et s'occupent exclusivement du salut des âmes et de la prospérité des fidèles. Certaines se regroupent aussi en fédération et conseil, d'autres préfèrent évoluer en cavalier seul. Ces dernières échappent à toutes statistiques, car il s'agit souvent des personnes qui se sentent inspirées, mais sans aucune formation, et qui suivent un séminaire de quelques semaines dans les églises pentecôtistes du Ghana ou du Nigeria, puis reviennent fonder leurs églises ou groupes de prières dans les quartiers.

Comme regroupement d'églises, on peut citer la Fédération des Eglises Evangéliques du Togo (FEET), et le Conseil des Ministères et Eglises Charismatiques Chrétiennes du Togo (COMECTO)¹⁸. Il y a aussi l'Association des Témoins de Jéhovah, non pentecôtiste qui constitue un groupe à part, et ne s'intéresse pas aussi aux problèmes politiques.

¹⁷http://infocatho.cef.fr/fichiers_html/pays/aanneatlasmonde/paysaatlasafrique/maquett_eafrdef/atlasafrtogo.html site de l'Eglise catholique, consulté le 5 mai 2015.

¹⁸ Joël Noret, *Le Pentecôtisme au Togo : éléments d'histoire et de développement*, URL : http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/autrepart2/010035401.pdf consulté le 5 mai 2015.

1.2.2. Les autres religions

La religion traditionnelle: elle est la religion la plus pratiquée au Togo malgré l'influence des religions importées appelées religions du livre. Sur les chiffres, les statistiques ne sont pas fiables; même si les prêtres traditionnels ont commencé par se regrouper, il est difficile de maîtriser les chiffres, étant donné que ce n'est pas une religion institutionnelle dont la pratique se base sur une affiliation nominale. Chez les Aja-Ewé¹⁹ par exemple, il y a dans chaque famille ou tribu, le culte des ancêtres (*Togbui zikpui* = Trône ancestrale) ou bien un culte lié à la divinité du clan, qui protège ses sujets et dont ils sont redevables. Il y a le Vodun (Tron ou Légba) qui peut être une divinité du clan ou du village, il y a les gris-gris (*dzoka* ou bien *dzowo*) qui sont des puissances qui protègent l'individu (donc à usage personnel), puis la sorcellerie (*adze ou adzewo*) une forme d'ésotérisme qui n'est pas révélé au public, et qu'on ne peut pas classer parmi les religions mais qui fait partie du numineux²⁰. Les pratiques de la religion traditionnelle sont similaires à quelques variantes près dans toutes les régions du pays. Près de la moitié de la population togolaise en est pratiquante, parmi laquelle des chrétiens aussi.

Islam: Islam croît de façon exponentielle au Togo. Cette croissance serait due à une politique externe considérable comme l'a expliqué Comi Toulabor qui conclut que l'Union Musulmane du Togo finit par adopter un comportement annexe du parti(RPT).²¹ L'Union Musulmane a été créée à Lomé en 1963. Déjà en 1970, au moment où la population togolaise était

¹⁹ Les Aja-Ewé se retrouvent au sud Ghana, du Togo et du Bénin. Les termes pour désigner les divinités et les groupes de personnes concernées varient selon l'époque ou le lieu. Par exemple, « le mot vodun au Bénin est un concept qui englobe toute les divinités tandis qu'au Ghana, il ne désigne qu'une simple divinité personnelle » voir François de Medeiros (ed), *Peuples du Golfe du Bénin (Aja-Ewé)*, (Paris: Karthala/Centre de Recherches Africaines, 1984), pp. 313-314.

²⁰ Le terme est de Rudlof Otto qui l'introduit dans son livre intitulé *Le Sacré : L'Elément non rationnel dans l'idée de divin et sa relation avec le rationnel*, pour désigner ce qui permet à un être, à une chose d'avoir un lien avec le sacré. Utilisé comme adjectif le terme veut dire ce qui présente à l'expérience humaine le caractère du sacré. Cf. URL : <http://dictionnaire.reverso.net/francais-definition/numineux> et <http://www.universalis.fr/encyclopedie/numineux/> consultés le 23 juin 2015.

²¹ Comi M. Toulabor, *Le Togo sous Eyadema*, (Paris : Karthala, 1986), p. 211.

à 2 000 000 d'habitants, on dénombrait 12% de musulmans²². Aujourd'hui, on peut les estimer à 20% de la population togolaise.

D'autres religions d'origine orientales existent également au Togo, tel que l'hindouisme, le bouddhisme, et le bahaïsme.

A côté de ces religions, on peut distinguer des ordres mystiques comme la Roses Croix Amorc et Max Heindel, la Franc maçonnerie de tous les bords, l'Ordre mystique des Chevaliers du Lotus d'Or, Eckankar (Religion de la Lumière et du son de Dieu) qui regroupent beaucoup de cadres, d'intellectuels et des hommes d'affaires.

Bref, la religion a été instrumentalisée par le pouvoir dont la volonté est de se l'assujettir « *afin qu'elle ne s'érige pas en opposition et n'en adopte pas le langage et le comportement et de faire en sorte qu'elle serve à pallier la mobilisation lacunaire du parti.* »²³ De même, l'appartenance de plusieurs autorités politiques voire du chef de l'Etat aux sociétés secrètes et clubs d'occultisme implantés à Lomé démontrerait le soutien de ces derniers à la politique d'authenticité du pouvoir, ce qui aurait encouragé la double appartenance des chrétiens, annulant ainsi toute idée d'opposition au régime.²⁴ Cela pose un débat sérieux sur le fait religieux et le maintien du pouvoir dictatorial au Togo.

1.2.3. Le fait religieux et la violence

Le Togo est un Etat laïc. Mais, il y a une influence remarquable de la religion sur la vie des citoyens, avec des répercussions sur toutes les sphères de la vie sociale. Le fait religieux, selon Pierre Hayat qui se réfère à Emile Durkheim, est fondamentalement un fait social, qui n'est pas un luxe dont l'homme pourrait se passer, ni un épiphénomène, mais qui correspond dans toute société, au besoin primordial de l'homme

²² Raymond Deval, *Les musulmans au Togo*, Cahier d'études Africaines, année 1981, Vol.21,n° 84, p. 604-606 URL: http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cea_00080055_1981_num_21_84_2293_t1_0604_0000_2 consulté le 6 mai 2015.

²³ Comi Toulabor, *Op Cit*, p. 211.

²⁴ Cf. Comi Toulabor, *Ibid*, pp. 211-212.

d'idéaliser son existence²⁵. Ainsi, au lieu que la religion joue son rôle de cohésion sociale, elle devient plutôt une source de renforcement de la foi pour dominer, affronter, vaincre «l'ennemi». Or, dans ce contexte sociopolitique, les militants du parti au pouvoir et ceux de l'opposition ne sont pas des ennemis qui doivent s'entredéchirer, mais des adversaires, des concurrents. On ne peut pas prier pour demander la mort d'un adversaire politique, tout comme on ne peut pas tirer à bout portant sur son adversaire politique. Donc, la religion doit servir de lieu de communion pour les acteurs politiques, là où ils doivent apprendre le respect de la vie qui est sacrée, où le parjure est punie par la Dieu; lieu où on doit sensibiliser les militants à la paix et à la non-violence pour que les périodes électorales deviennent plus vivables, comme celles d'avril 2015, malgré la contestation des résultats, faits qui, à la suite peut aboutir à une autre crise, créant ainsi un cercle vicieux de la violence. Ce qui nous amène à faire une analyse de la crise togolaise dans le chapitre suivant.

II. ANALYSE DE LA CRISE TOGOLAISE

2.1. Le premier coup d'état de 1963

2.1.1. Les causes, les manifestations et les conséquences

Les signes avant-coureurs de la crise qui allait faire plonger le Togo dans un désastre politique se ressentaient déjà avant même la reconnaissance de l'indépendance du pays. En effet, le Togo qui a été depuis 1884 successivement sous protectorat allemand (1884-1919), condominium franco-britannique (1919-1945) puis territoire sous tutelle de la France

²⁵ Cf. Pierre Hayat, « *Laïcité, fait religieux et société* », Archives de Sciences sociales des religions[En ligne], 137 |janvier-mars 2007, mis en ligne le 01 avril 2010, URL: <http://assr.revues.org/4139;DOI> consulté le 6 mai 2015.

(1945-1960), a retrouvé sa liberté²⁶, le 27 avril 1960. En fait, la vie politique du Togo avant son indépendance était animée par une dizaine de partis politiques dont deux dominaient la scène: « *le C.U.T. (Comité de l'union Togolaise) anticolonialiste de Sylvanus Olympio²⁷ et le P.T.P. (Parti Togolais du Progrès) de Nicolas Grunitzky, modéré et francophile(sic)*. Soulignons à ce sujet que, Olympio et Grunitzky étaient des beaux-frères, et avaient tous deux milité au sein du *Cercle de l'Amitié Franco-Togolaise* dont Olympio était le vice-président, avant d'être séparés par les divergences politiques²⁸. Andoch Nutépé Bonin parle de « *Cercle des amitiés françaises (sic)* », association qui regroupait des Européens et des Africains, créée le 5 septembre 1936²⁹. En 1941, avec le soutien du gouverneur Montagné, Sylvanus Olympio va créer le C.U.T., une amicale, qui sera transformée en 1946 en parti politique en vue des élections, regroupant les notables du sud et du nord, « *pour faire échec aux revendications coloniales allemandes alimentées par les agitations de certains nostalgiques du protectorat allemand* »³⁰. Ces revendications sont dues au fait qu'au Traité de Versailles, le partage du Togo allemand n'a pas pris en compte les réalités ethniques du pays, et le peuple Ewe s'est retrouvé divisé par une frontière administrative, ce qui le poussait à rechercher son unité d'antan.

²⁶ Cf. Sylvanus Olympio, *discours de proclamation de l'indépendance du Togo le 27 avril 1960 à Lomé* (Archives Rfi en ligne) <http://www.rfi.fr/afrique/20100426-dates-cle-histoire-togo/> consulté le 10 février 2015. Pour mieux comprendre cette situation du Togo avant les indépendances, on peut se référer à : Comi M. Toulabor, *Op Cit*, pp. 7-14 ; S.Y. Gbleame Gbedemah, *Op cit*, pp. 19-108 et Andoch Nutépé Bonin : *Le Togo du Sergent au Général*, (Paris : Lescaret, 1983), p. 15.

²⁸ Christian Casterman : *Sylvanus Olympio : Autopsie d'un coup d'Etat* par Jeune Afrique Livres sur <http://www.ufctogo.com/Sylvanus-Olympio-autopsie-d-un-623.html> consulté le 15 février 2015.

²⁹ Ibid, p.15. Selon Silivi d'Almeida-Ekué, la création du « Cercle des Amitiés françaises » fut l'un des manifestations des français pour convaincre la population indigène de l'égalité des races après la révolte des femmes qui protestaient contre l'augmentation des impôts au moment où leurs affaires s'effondraient à cause de la crise de 1929 , et que les porte-parole de la population Loméenne avaient été arrêtés par l'administration coloniale. Cf. Silivi d'Almeida-Ekué, *La révolte des Loméennes, 24-25 janvier 1933*, (Lomé : Les Nouvelles Éditions Africaines du Togo, 1992), p. 135.

³⁰ Christian Casterman, *Op Cit*, pp.15-16.

Ainsi, depuis la mutation du C.U.T. en parti politique en 1946, le rêve de ce parti était de récupérer les frontières allemandes du Togo, ce à quoi va résister Kwame Nkrumah³¹ qui nourrissait aussi l'ambition de créer un regroupement d'Etats Africains et voulait récupérer le Togo pour en faire un Etat. C'est ce qu'a illustré D.E.K. Amenumey en disant :

« ...il était devenu tout à fait évident que ce qu'il (Nkrumah) visait était l'absorption du Togo par le Ghana. Il tenta de justifier cela par la nécessité de rationaliser et de corriger les divisions coloniales contre nature, et particulièrement de réunifier le peuple Ewe. Nkrumah et son gouvernement connaissaient déjà l'opinion d'Olympio sur la question. Néanmoins ils pensaient qu'ils pouvaient utiliser la question de l'unification ewe pour lui forcer la main. Ayant réussi l'absorption du Togo Britannique, ils pensaient remettre cela avec le Togo. »³²

Aussi, l'administration coloniale s'inquiétait-elle de la position nationaliste et intransigeante du leader du C.U.T. qui devenait de plus en plus incontournable. Ainsi, face à l'avancée du C.U.T. qui voulait que le régime de tutelle aboutisse à l'indépendance selon la charte des nations-Unies³³, l'administration coloniale va soutenir Nicolas Grunitzky qui, entre-temps a obtenu la nationalité française, pour créer le Parti Togolais du Progrès (P.T.P.), favorable à l'intégration du Togo à l'Union Française³⁴, pour

³¹ Dr Kwame Nkrumah est le premier président du Ghana, pays limitrophe du Togo à l'ouest et indépendant depuis 1957.

³² D.E.K. Amenumey, cité par Comi Toulabor in Le Ghana de JJ. Rawlings : restauration de l'Etat et renaissance du politique, Paris : Karthala, 2008, p281.

³³ Charte des Nations Unies, Article 76 bis.

³⁴ L'Union Française est définie comme « Union formée de nations et de peuples qui mettent en commun leurs ressources et leurs efforts ». Elle est constituée d'une part de la République Française, qui comprenait les départements d'Outre-mer et les territoires d'Outre-mer(ex-colonies) et d'autre part des territoires associés(les deux mandats de la SDN Togo et Cameroun et les États associés(catégorie prévue par les Etats d'Indonésie et les protectorats du Maghreb). Cf. Jean Clauzel(éd.), *La France d'outre-mer(1930-1960)*, (Google eBook), (Paris : Karthala, Oct 1, 2003), p. 31. URL : https://books.google.ch/books?id=FitiPDLOL9oC&pg=PA31&lpg=PA31&dq=l%27+des+territoire+outre+mer+union+fran%C3%A7aise&source=bl&ots=AIqQbA5_DY&sig=Bwc7h-baW9GLtTOJTDGcpMpTk&hl=en&sa=X&ei=hp1PVdX1MMG2Uo_gOAN&ved=0CHMQ6AEwDA#v=onepage&q=l%20des%20territoire%20outre%20mer%20union%20fran%C3%A7aise&f=false consulté le 10 mai 2015.

contrecarrer les actions du C.U.T.. Et ces deux partis avec leurs alliées, s'attaquaient sur le terrain au sujet d'une indépendance totale et immédiate d'un côté(C.U.T.) et d'une autonomie tendant vers une indépendance progressive de l'autre(P.T.P).

Mais, suite aux actions du C.U.T. envers l'O.N.U. en faveur de l'indépendance du pays, une autonomie interne fut octroyée au Togo, un statut fut élaboré en application de la loi-cadre du 23 juin 1956 puis promulguée par décret le 24 août 1956, avec proclamation de la République autonome du Togo le 30 août 1956, et à sa tête, Nicolas Gruniztky comme Premier ministre. Cependant, Sylvanus Olympio préconisait plutôt une indépendance totale, et sur insistance de son parti et du peuple, des élections libres sous la supervision de l'ONU ont été organisées le 27 avril 1958, et le C.U.T. remporta la victoire. Le gouverneur Spénale³⁵ fit appel à Sylvanus Olympio pour former le gouvernement³⁶. Mais, comme le précise Andoch Nutépè Bonin,

« l'indépendance totale, n'était pas encore acquise ce 27 avril 1958, les Affaires étrangères, la Défense et les questions monétaires étant toujours sous le contrôle de la France. Ainsi, pour arriver à un accord pour l'octroi de l'indépendance totale, des négociations eurent lieu en septembre 1958 entre les gouvernements français et togolais à l'issue desquelles la date du 27 avril 1960, deuxième anniversaire de la victoire aux élections de 1958, fut fixée pour la proclamation de l'indépendance. »³⁷

D'autres éléments ont envenimé les rapports entre le leader du C.U.T. et les autres acteurs de la scène politique, éléments dont la source provenait essentiellement du pouvoir colonial, en plus du gouvernement de Kwame Nkrumah qui supportait discrètement les partis politiques extrémistes et hostiles au leader du C.U.T.. Mais ce qui avait servi d'alibi pour faire

³⁵ Le gouverneur Spénale était le Commissaire de la République française au Togo.

³⁶ Andoch Nutépè Bonin, *Op Cit*, pp. 19-21.

³⁷Ibid, p.21.

sauter Sylvanus Olympio était surtout sa rigueur dans la gestion des affaires de l'Etat naissant et dont les ressources profitaient plutôt au pouvoir colonial. La France gaullienne a vite compris l'hostilité de ce président à la politique française et supportera discrètement toute action qui étoufferait ce germe parmi les nations indépendantes d'Afrique.

Les manifestations du coup d'Etat du 13 janvier 1963 : le premier gouvernement de Sylvanus Olympio a mené une politique de rigueur et d'austérité, de sorte qu'il ne trouvait pas nécessaire d'engager des militaires qui allaient peser sur un budget encore fragile, alors que les tirailleurs togolais de l'armée française étaient revenus au pays, sans solde et sans emploi. Aussi, la première constitution du pays n'avait-elle pas prévu la limitation du nombre de mandats présidentiels de sept ans, ce qui était mal vu par les acteurs politiques du pays. En même temps, les partis de l'opposition progressistes seraient persécutés par le pouvoir indépendantiste. Une situation que les soldats démobilisés vont exploiter pour récupérer le pouvoir en tuant le Président S. Olympio de façon affreuse le 13 janvier 1963.³⁸

2.1.2. La réaction de l'EEPT

Devant cet acte criminel qui a endeuillé le peuple togolais, l'EEPT n'est pas restée indifférente. Elle a réagi par un message adressé à tous ses fidèles le 21 janvier 1963 (voir le contenu en annexe 1), message dans lequel elle manifeste son mécontentement de l'assassinat du premier président de la république, acte qu'elle a taxé de tragique et de criminel; elle a demandé au nouveau président de former un gouvernement dans lequel tous les partis seront représentés et lui a promis de faire tout pour sauvegarder l'unité dans le pays.³⁹

La même année, lors du synode qui est l'assemblée générale de l'Eglise, l'EEPT a pris une décision pour exprimer officiellement sa position sur la

³⁸ Cf. S.Y.Gableame Gbedemah, *Op Cit*, p. 185; Andoch Nutépé Bonin, *Op Cit*, pp.31-35; Comi M. Toulabor, *Op Cit*; pp. 30-52.

³⁹ S.Y.Gableame Gbedemah, *Op Cit*, pp. 187-188.

politique et l'évènement qui venait de secouer le Togo tout en mettant l'accent sur son rôle de sentinelle. Cette seconde réaction fut la décision du synode réuni à Amlame du 28 août au 1^{er} septembre 1963, où elle trouve que tout membre du clergé qui veut s'engager dans la politique doit demander une mise en disponibilité, car le militantisme dans un parti politique est incompatible avec les fonctions de pasteur et de catéchiste. (Voir le contenu en annexe 2).

2.1.3. Analyse de la position de l'Eglise face au problème

Cette prise de position de l'Eglise a servi en même temps de garde-fou pour les ouvriers de l'Eglise en ce qui concerne leur position vis-à-vis des activités politiques. Cela n'empêche pas cependant aux pasteurs et aux catéchistes de jouer leur rôle prophétique auprès des gouvernants, ce sur quoi nous reviendrons dans la troisième partie du travail. Dans sa réaction, l'Eglise a condamné le crime, mais a accepté quand même d'accompagner le nouveau gouvernement dans l'exercice de ses fonctions. Peut-on parler d'un accompagnement dans la complicité ou dans la neutralité? L'Eglise a certes le devoir d'accompagner même les criminels en vue de leur repentance. Mais a-t-elle fait aussi pour G. Eyadema dans le respect de la vie? Nous le verrons dans ce qui suit.

2.3. La crise sociopolitique de 1990

2.3.1. Les causes, les manifestations et les conséquences

Arrivé au pouvoir le 13 janvier 1967 par un coup d'Etat en renversant le Président Nicolas GRUNITZKY, cette deuxième fois sans effusion de sang, le Lieutenant-Colonel Etienne Gnassingbe Eyadema y règnera toute sa vie. Il a créé son parti, le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), « *Parti-Etat, crée le 30 novembre 1969 à Lome, qualifié de **creuset national**, à qui les forces de sécurité et de défense n'ont jamais ménagé leur soutien.* »⁴⁰ Il a étouffé toute liberté d'expression par l'intimidation et la répression, de sorte qu'il y régnait un calme apparent qui a fait du Togo

⁴⁰ S. Y. Gableame Gbedemah, *Op Cit*, p.194

un semblant de pays de paix. Mais, l'histoire démontrera que c'était une vue très superficielle des choses qui faisait qualifier le Togo d'une « Suisse d'Afrique ». Après avoir dissout l'Assemblée Nationale et tous les autres partis politiques, il a apporté divers changements qui ont été appréciés par les uns et les autres selon les points de vue⁴¹.

La trahison du prochain faisait partie des règles du système comme le faisait remarquer le journal Togo-Dialogue que: « *Militer activement au sein du R.P.T. (c'est aussi) dénoncer au besoin les mauvais citoyens* »⁴². Toutes celles et ceux qui étaient mis à l'index comme étant de mauvais citoyens couraient des risques pouvant aller des sanctions administratives jusqu'à la prison. Andoch Nutépé Bonin confirme ce fait en disant que : « *Tous les cadres et techniciens du gouvernement, ou plutôt de l'administration publique et parapublique du pays, sont d'office membres du R.P.T., grâce à l'armée, à la police et aux sanctions administratives (mises à pied, licenciements, etc.)* »⁴³. Bref, la répression militaire⁴⁴ était de rigueur à tel point que les togolais avaient peur de discuter librement entre eux, si l'interlocuteur ne leur faisait pas confiance. C'est ce qui donnait l'impression d'une paix, alors qu'il s'agissait d'un système politique dictatorial basé sur une répression militaire omniprésente.

⁴¹ Comme changements apportés, il y a entre autres, l'institution de la politique d'authenticité culturelle avec le rejet des prénoms européens dits prénom importés ; l'institution de l'animation politique comme moyen de communication et de transmission des idéaux du RPT en tant qu'un catalyseur des énergies vers des fins de développement, une étape nécessaire dans le processus révolutionnaire alors qu'elle ne fait que contribuer insidieusement à la dépravation des mœurs ; la suppression de la célébration du 27 avril 1960 ; la suppression de l'hymne nationale (terre de nos aïeux) qualifié d'hymne de haine, et de la devise (Travail – Liberté – Patrie) remplacés respectivement par l'hymne du RPT (Unité Nationale) et sa devise (Union-Paix-Solidarité) ; l'exonération de la population de l'impôt de capitation ; la dissolution le 29 mai 1978, de 17 sectes religieuses. Cf. S. Y. Gableame Gbedemah, Ibid, pp. 195-196.

⁴² Togo-Dialogue cité par Comi M. Toulabor in *Op Cit*, p. 220.

⁴³ Andoch Nutépé Bonin, *Op Cit*, p. 61.

⁴⁴ Cf. Comi M. Toulabor, *Op Cit*, pp. 186-192 : l'auteur décrit ici le système répressif au Togo avec les éléments des cercles de l'organisation de la répression qui allait de la torture jusqu'aux assassinats.

Mais, depuis le fameux discours de La Baule⁴⁵, beaucoup de changements ont commencé par s'opérer dans la vie politique des peuples africains. Ce discours, vu par le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, présente deux idées forces :

- « le vent de liberté qui a soufflé à l'est devra inévitablement souffler un jour en direction du sud ;
- Il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement.»⁴⁶

De ce fait, les togolais qui avaient soif du multipartisme, surtout d'une participation civique et politique, qui passe par la présence et la légalité de différents partis politiques, vont se faire entendre, car ils le manifestaient déjà par la création des partis dans la clandestinité, de même que des associations de défense des droits de l'homme⁴⁷. La démocratisation va se reposer sur deux piliers au moins ; ce sont les deux courants ou mouvements dans la société qu'on pourrait qualifier de discours directe et indirecte aussi bien au sein du pays que de l'extérieur : un mouvement institutionnel ou courant de l'opposition qui se formait institutionnellement, c'est-à-dire, en fondant des partis en vue de réformer l'Etat, et un mouvement civique ou courant oppositionnel qui prônait la mobilisation des ressortissants togolais en vue d'une transformation par un renversement du gouvernement en place. Mais, c'est surtout le mouvement du 5 octobre 1990 qui fut l'étincelle qui a allumé le feu. Ce 5 octobre où deux membres de la C.D.P.A.⁴⁸ devaient être jugés, les jeunes ont envahi le tribunal de Lomé avec des slogans à

⁴⁵ Ce discours a été délivré par le Président François Mitterrand lors du XVI^{ème} sommet Afrique-France le 20 juin 1990.

⁴⁶ <http://www.senat.fr/rap/r10-324/r10-3240.html> consulté le 5 mars 2015.

⁴⁷ Parmi ces partis et associations, il y a la Convention Démocratique des Peuples Africains(CDPA), la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme(LNDH). On peut consulter Comi M. Toulabor, *Op Cit*, pp. 227ss, qui a présenté les partis politiques qui se sont formés dans la clandestinité, surtout à l'étranger.

⁴⁸ La Convention Démocratique des Peuples Togoais (C.D.P.A.) avait élaboré un manifeste (L'ALTERNATIVE) et qui se distribuait clandestinement. Pour cette raison, deux jeunes membres de la CDPA, Hilaire Dossouvi Logo et Tino Doglo Agbélenko, ont été arrêtés pour distribution de tracts *séditieux*, et jugés les 21 septembre et 5 octobre 1989.

caractères pro-démocratiques et exigeaient la libération des inculpés. Les militaires sont venus mater la manifestation: ce fut le déclenchement d'une insurrection généralisée qui atteindra d'autres milieux de la ville (Voir la description des faits en annexe 3) par Me A. Agboyibor.⁴⁹ *Il s'en est suivi d'autres manifestations, durant lesquelles les étudiants de l'université du Bénin ont joué un grand rôle. Suite à la pression de l'opposition et vu les nombreuses émeutes dans le pays, le président était contraint d'accepter la conférence nationale souveraine demandée par l'opposition, dont les travaux ont débuté à Lomé le 8 juillet et ont pris fin le 28 août 1991 avec la nomination d'un Premier Ministre, et un Haut Conseil de la République, faisant office de l'Assemblée Nationale. Parmi les résolutions qui ont été prises, notons que, le parti unique RPT est dissout et le président de la république est rendu en position d'inactivité et le contrôle de l'armée lui a été retiré et confié au premier ministre. Eyadema et son armée répondront alors par une rare violence militaire le 3 décembre 1991, avec pour objectif de capturer le premier ministre et de le faire revenir sur les décisions de la conférence; cette attaque fera plusieurs morts, des blessés et de nombreux déplacements de la population dans les pays voisins du Togo. Comi M. Toulabor dans son article « Violence militaire, démocratisation et ethnicité au Togo⁵⁰ », a fait une analyse du visage de la violence militaire au Togo et est arrivé à cette triste réalité de la monoethnicité et de la privatisation de l'armée.⁵¹ La*

⁴⁹ Yawovi Agboyibor. *Combat pour un Togo démocratique: Une méthode politique*, (Paris: Karthala), 1999, pp. 66-68.

⁵⁰Comi M.Toulabor, *Violence militaire, démocratisation et ethnicité au Togo*, [http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins_textes/pleins_textes_7/autrepart/010019328](http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins_textes/pleins_textes_7/autrepart/010019328.pdf) .pdf, consulté le 16 mars 2015.

⁵¹ Se référant à la communication de T. Apedoh-Amah intitulé «Le tribalisme dans l'armée » lors de la conférence nationale souveraine, il signale que, pour une population de 4 millions d'habitants environ dans les années 1990, les Forces Armées Togolaises (FAT) comptent 13 000 personnes dont 10 000 pour le nord et 3000 pour le sud; de même, leur encadrement est assuré par les Kabiye (l'ethnie du chef de l'Etat). Parmi les 300 officiers, 50 sont du sud, 250 du nord dont 50 pour le seul village de Pya(village du chef de l'Etat). Les 26 unités de commandement sont confiées uniquement à ceux du nord, dont 17 par les officiers kabiye, 10 par ceux de Pya et les 7 derniers aux autres groupes ethniques du nord. Parmi les 8 généraux, il y a 5 qui sont kabiye, 1 bassar, 1

*stratégie de privatisation de l'armée par le chef de l'Etat consiste à nommer les membres sa famille et de son village à la tête des unités de commandement.*⁵² Selon Comi M. Toulabor, les noms de ces officiers sont souvent associés aux différentes exactions commises dans le pays⁵³.

Il est à souligner que presque toutes les manifestations pacifiques organisées par l'opposition sont souvent réprimées par l'armée qui tire sur la population à balle réelle, ou utilise des gaz lacrymogènes pour disperser la population. La seule arme de riposte pour les jeunes de l'opposition était les jets de pierre d'où le nom de « EKPEMOG », *ékpé* signifiant « la pierre » en éwé et en mina, qu'on leur a donné. Les jeunes du parti au pouvoir sont désignés par « TONMOG », *ton* signifiant « flèche », donc tireurs de flèches⁵⁴ pour faire face aux « EKPEMOG ». Ne peut-on pas voir ici des signes précurseurs d'une guerre civile ?

Le résultat de cette stratégie de privatisation de l'armée est la création ou l'existence d'une milice militaire, c'est-à-dire une « armée » dans l'armée. Après leurs forfaits, on arrive jamais à les identifier, on parle souvent d'éléments incontrôlés, une minorité qui tient tout un peuple en captivité, en semant la terreur, comme Comi M. Toulabor le précise :

kotokoli et 1 nago; le seul général sudiste, le Général Améyi fut tué lors de l'épuration ethnique du 25 mars 1993. Cf. Comi M. Toulabor, Ibid, p. 107.

⁵² *Ibid.*

⁵³ Quelques-unes de ces exactions sont : le massacre de la lagune de Bê en avril 1991 ; le coup de force du 26 août 1991 pour exiger l'arrêt de la conférence nationale ; l'attaque de la Primature le 3 décembre 1991 pour capturer le Premier ministre de la transition ; la tentative d'assassinat du 5 mai 1992 de Gilchrist Olympio à Soudou ; la prise en otage du Haut Conseil de la République ; le massacre des 25 et 30 janvier 1993 de la population de Lomé entraînant l'exode de près de 300 000 personnes vers les pays voisins comme le Ghana et le Bénin ; l'épuration sanglante des Forces Armées Togolaises (FAT) le 25 mai 1993 au cours de laquelle le Général AMEYI et le Colonel TEPE sont tués, etc.

⁵⁴ Cf. Rapport final de la CVJR, pp. 51-52. La CVJR a été mise sur pied par le gouvernement togolais pour faire des enquêtes sur les violations des droits de l'homme commises au Togo depuis la veille de l'indépendance jusqu'en 2005, avec des propositions qui pourront faciliter la réconciliation au sein de la population. URL: <http://cvu-togo-diaspora.org/files/2012/04/Rapport-Final-CVJR.pdf> consulté le 16 mars 2015.

«Aux ordres du chef de l'Etat, à qui ils doivent obéissance, ils anticipent souvent ses volontés dans la mesure où ils jouissent d'une totale impunité comme le dénonce régulièrement Amnesty International dans ses rapports et documents [Amnesty International, 1992 et 1993]⁵⁵»

D'aucuns pensent que cette violence militaire est due aux provocations de l'opposition qui appelle régulièrement la population à se rebeller contre les FAT⁵⁶. Le rapport final de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR)⁵⁷ a révélé les abus du régime de parti unique, des massacres des populations en quête de démocratie, des violences à caractères politiques comme intimidations, agressions et arrestations suivies de décès, tortures, etc. Une grève générale de plusieurs mois de la population pour exiger la démission du Chef de l'Etat n'a fait qu'accentuer la misère du peuple sans avoir atteint son objectif. Mais quelle a été le rôle de l'Eglise au cours de cette crise liée au désir de démocratisation du peuple?

2.3.2. Réaction de l'EEPT

Dans l'accomplissement de son rôle de sentinelle, l'EEPT a pris des dispositions parmi lesquelles, la mise aux côtés des Forces Armées Togolaises d'un Aumônier en la personne de feu le Pasteur SEWONU⁵⁸. Ce dernier aurait conseillé le Chef de l'Etat de gracier son assassin, le gendarme Boko Bosso qui avait tiré sur lui le 24 septembre 1967.⁵⁹

⁵⁵ Comi M. Toulabor, *Op Cit* p. 109.

⁵⁶ Badjo Tcham, Massina Palouki, Akrima Kogoé, et Alexandre Kadanga, cités par C-Toulabor in *Violence militaire, démocratisation et ethnicité*, p110.

⁵⁷ CVJR, *Op Cit*.

⁵⁸ Information confirmée par le fils du feu Pasteur SEWONU, Kanoli SEWONU, pasteur, joint par téléphone le 16 mars 2015 à 13h49.

⁵⁹ Entretien avec Togbui AGNEGUE, Régent du village d'Ahlou Sassanou, en juin 1998 à Ahlou-Sassanou. Toujours à ce sujet, A. Nutépé Bonin aussi explique que « *Boko Bosso arrêté à la suite de son coup manqué, Gnassingbé ordonna qu'il fût passé par les armes. Le jour en fut fixé mais les différentes autorités religieuses du pays étaient intervenus pour lui conseiller de surseoir à l'exécution (en ces années-là, on pouvait le conseiller car il n'était pas encore devenu le dieu pour lequel il se prend aujourd'hui* », il continue en disant que sa sentence fut commuée en emprisonnement à vie, mais régulièrement torturé, il aura survécu un an à ses tortures. *Op Cit*. p. 154. Selon le rapport de la CVJR, à la suite de cet incident, 52 gendarmes et militaires originaires du canton de Kouméa

Aussi, depuis le début du processus de démocratisation caractérisée par des crises sociopolitiques, l'EEPT et ses partenaires, en particulier la Mission de Brême, n'ont ménagé aucun effort pour accompagner les acteurs politiques et la population dans le pays. Du 6 au 13 janvier 1991, les Églises membres du Conseil Chrétien du Togo sous la présidence du Modérateur de l'EEPT, Pasteur Kokou Béné TOULEASSI, ont organisé une semaine de prière et de jeûne pour le Togo.⁶⁰ Elle a apporté sa contribution au débat à la conférence nationale souveraine en sa qualité de sentinelle⁶¹. D'autres séances de prières ont été organisées dans les paroisses de façon spontanée pour demander l'assistance de Dieu au cours de cette période de transition difficile. Les thèmes des synodes aussi constituent des apports dans l'éducation de la population. Des services cultuels officiels aussi se sont organisés à l'occasion des fêtes nationales sur demande du gouvernement comme d'habitude. Mais quel changement l'Eglise a-t-elle apporté dans la vie de la nation particulièrement dans le domaine du respect du droit des citoyens ?

2.3.3. Analyse de la réaction de l'Eglise face au problème

Dans tout ce qui vient d'être relevé plus haut, l'EEPT se serait contentée seulement de la prière sans aller plus loin. Elle n'a pas joué son rôle prophétique auprès du président comme le prophète Nathan l'avait fait auprès du roi David (2Samuel 12). Est-ce par peur d'être martyrisée ou bien s'agit-il d'une *situation de copinage religieux* telle que l'a définie Achille Mbembé⁶² où la politique du ventre prime sur tout ?

seront rayés des listes de l'armée et nombreux d'entre eux seront détenus dans des conditions très pénibles, parce que, soupçonnés d'avoir été dans le complot, en particulier le Commandant Bodjollé. CVJR, *Op Cit* p.161.

⁶⁰ S.Y.Gableame Gbedemah, *Op Cit*, p.201.

⁶¹ *Ibid* p. 202.

⁶² Achille Mbembé, *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*, (Paris : Karthala, 1988), p. 32 ; on peut se référer aussi à Jean François Bayart, *Religion et modernité politique en Afrique noire*, (Paris : Karthala, 1993), p. 132

Ainsi, en considérant ces diverses violations des droits de l'homme relevées sur lesquelles l'Eglise a gardé silence, on est tenté de conclure que l'accompagnement que l'Eglise a fait des acteurs politiques nous laisse croire qu'elle a plutôt été complice du système. Car, comme pouvait le dire Charles Villa-Vicencio :

«A theology which fails to address the most urgent questions asked by ordinary people (and given the bias of the church in favor of the marginalized people, especially their questions) is not theology at all. It is little more than an academic exercise in uncovering archaic or dying religious beliefs and reified doctrines about God. Ultimately it is an escape from the challenge of discerning the liberating presence of God in the midst of the struggle for a better world. It is a false theology. False because theology has the critical and permanent task of promoting liberation from every form of captivity in each new age»⁶³

A la lumière de cette pensée, l'Eglise aurait failli dans son rôle en abandonnant l'accompagnement des gouvernants, et comme « *la violence se nourrit du silence* » (*sic*), elle va devenir une règle de loi pour réprimer toute manifestation pacifique à la quête de l'instauration d'un Etat de droit. Sans toutefois critiquer ni accuser l'Eglise, nous pouvons dire que son silence pouvait être qualifié de silence coupable, un *poncepilatisme*. Nous pensons qu'une des raisons qui militent en faveur du silence du clergé réside dans leurs traitements, c'est-à-dire, leurs salaires insuffisants qui les poussent à copiner avec les gouvernants pour pouvoir joindre les deux bouts ; mais pour certains, il s'agit d'une pure cupidité. Nous pensons aussi que leur réserve de vouloir dénoncer le pouvoir peut s'expliquer par le fait que l'église craint d'être confondue à une branche des partis de l'opposition, et craint aussi la perte de sa neutralité, de son

⁶³ Charles Villa-Vicencio. *A theology of reconstruction: nation-building and human rights*, (Cambridge: University Press, 1992), p. 40.

impartialité. Cherchera-t-elle à redorer son blason en reprenant sa place dans l'espace public?

2.3. Le climat sociopolitique du Togo depuis 2005 jusqu'à nos jours

2.3.1. Les causes, les manifestations et les conséquences

La crise sociopolitique de 2005 est la conséquence directe de la mort subite et inattendue du Chef de l'Etat, le 5 février 2005. Un décès en fait, ne devait pas provoquer de violences, d'autant plus que ce n'était pas un coup d'Etat; c'était une mort naturelle, au moment où il était en train d'être évacué pour des soins médicaux à l'extérieur du pays. Mais le contexte dans lequel le décès est survenu et la manière dont la succession a été gérée ont fait l'objet de nombreuses interrogations, débats et manifestations qui ont débouché sur des violences sans précédents, faisant des élections de cette année 2005, la plus meurtrière qu'a connue le Togo même bien avant les indépendances.

Rien que l'annonce du décès par le premier ministre a suscité beaucoup de remous dans le pays. La même soirée, les militaires ont désigné Monsieur Faure E. Gnassingbe, un des fils du défunt président à sa succession, fait qui sera dénoncé par l'opposition et la communauté internationale qui ont exigé un retour à l'ordre constitutionnel. Monsieur Faure Gnassingbe démissionna, des élections ont été organisées et il fut déclaré vainqueur par la Commission Electorale Nationale Indépendante. C'est au cours de cette période électorale que la violence militaire et celle des milices des partis politiques, en particulier du RPT, ont atteint leur paroxysme.

Bien avant les élections, la campagne électorale était déjà accompagnée de violence. L'opposition qui a réclamé le report en vain⁶⁴, va s'organiser

⁶⁴ Dans ce climat très tendu, le ministre de l'intérieur François Boko va demander le report des élections en vue d'éviter le pire. Devant le refus du pouvoir qui était déterminé à gagner les élections, le ministre sera obligé de prendre le chemin de l'exil,

pour avoir des preuves de fraudes⁶⁵ du camp adverse pour pouvoir invalider les résultats, ce qui va créer des bagarres rigoureusement réprimées par les forces de sécurités et de l'ordre selon les termes du rapport final de la CVJR.⁶⁶

Cependant, la violence militaire n'a pas toujours pour objectif de remettre de l'ordre, mais aussi de frauder, voler les urnes. Ce fut le cas observé par l'équipe de la télévision française à Bè Plage, quartier favorable à l'opposition, où, *30 mn après la fermeture du scrutin, des militaires ont fait irruption dans le bureau de vote, et à partir des bâtons et gaz lacrymogènes, ils ont chassé les électeurs qui assistaient au dépouillement avant de s'enfuir avec les urnes*⁶⁷ qu'ils ont saccagées après.

Bref, presque tout le pays était en effervescence, les violences étaient commises par les militants et milices des partis tant de l'opposition que du RPT, parti au pouvoir, par des barres de fer, des gourdins cloutés, des machettes, des armes à feu. Mais la répression par les forces de l'ordre et de sécurité a été hors normes⁶⁸. Ils ont tiré à bout portant sur la population qu'ils prétendaient protéger. Le bilan en chiffre, bien qu'il soit divergent selon les organisations, a été lourd. La coalition de l'opposition a dénombré 564 morts alors que la commission de l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) trouve qu'il y a eu 400 à 500 morts. Le nombre des déplacés dans les pays voisins s'élèvent à 20 000 personnes.

2.3.2. La réaction de l'EEPT

après avoir trouvé refuge à l'ambassade d'Allemagne; pour cette raison, cette ambassade sera incendié, et beaucoup de documents et de biens détruits.

⁶⁵ Les différents mécanismes de fraudes utilisés sont en autres : bourrage d'urnes, bureaux de vote illégaux ouverts dans des domiciles privés, votes multiples, votes des mineurs, votes des étrangers, bulletins pré-votés, opérations de dépouillement à huis clos, falsifications des Procès-Verbaux et autres documents électoraux. [CVJR].

⁶⁶ CVJR, *Ibid*.

⁶⁷ Togo élection-fraude et violence sur :

<https://www.youtube.com/watch?v=h7HvKEktg0U> consulté le 17 mars 2015

⁶⁸ Deux pasteurs de l'EEPT (Fiamfle et Akafia), victimes de la barbarie des militaires ont été hospitalisés à l'hôpital d'Agou Nyogbo après les élections.

Au cours de cette crise, la présence effective de l'Eglise dans l'espace public se fait par ressentir davantage. En suivant de près le cours des événements dans la nation, l'Eglise a constaté avec amertume après le décès du chef de l'Etat que, si les élections se tenaient dans ces conditions, le pays allait s'embraser. Le point qui posait problème était celui de la modification de l'article 59 de la constitution qui limitait le nombre de mandats présidentiels à deux, toiletté par l'Assemblée Nationale, et qui offrait la possibilité au président de se présenter plusieurs fois aux élections. Alors pour éviter le drame, l'Eglise a adressé une lettre datant du 10 mars 2005 aux membres du gouvernement, des partis politiques, des forces armées, et de sécurité du Togo au sujet de la situation sociopolitique de l'heure, dont voici un extrait :

«Notre souhait le plus ardent est que ce message vous aide individuellement et collectivement à créer et à entretenir, en vous et autour de vous, un climat vraiment favorable de disponibilité , d'écoute, de sérénité et de foi inébranlable afin de nous éviter de tomber dans le cercle vicieux et infernal de la provocation et de la violence inutile sous toutes leurs formes ⁶⁹».

En plus de cela, chaque semaine, au moins trois jours de prière intenses sont organisées dans les paroisses durant la crise.

Et comme la lettre n'a pas eu l'effet escompté, l'EEPT de concert avec ses partenaires œcuméniques méthodiste et catholique en collaboration avec l'ordre des avocats ont organisé le 15 avril 2005⁷⁰, une marche silencieuse de protestation contre les conditions d'organisation des élections présidentielles du 24 avril 2005. Les pasteurs, les prêtres, les religieuses et les avocats, toutes et tous en toges liturgiques, ont fait une marche silencieuse de cinq heures pour la paix, avec un message adressé au chef

⁶⁹ Lettre pastorale de l'EEPT cité par S.Y. Gableame Gbedemah, *Op Cit*, p.239 ; notons que pour de pareilles actions, l'EEPT agit toujours avec la collaboration de ses partenaires œcuméniques, notamment la Mission de Brême.

⁷⁰ <https://www.youtube.com/watch?v=xMWC30z0j4c> consulté le 17 avril 2015 (les images de la marche silencieuse des églises chrétiennes et des avocats

de l'Etat (en annexe 4) dont un extrait dit ceci : « *Nous voudrions donc prévenir toute récupération de notre démarche. Nous ne sommes pas des politiciens, mais nous pensons que, quand il y a péril en la demeure, nous n'avons pas le droit de nous taire...* »⁷¹.

Mais, toutes ces démarches n'ont rien changé de la position du gouvernement, les élections ont eu lieu avec des fraudes au vue et au su des électeurs et de la communauté internationale qui a d'ailleurs estimé que le scrutin s'est bien déroulé dans de bonnes conditions, malgré quelques incidents⁷².

Le 18 mai 2005, les partenaires œcuméniques des Eglises catholique, évangélique presbytérienne et méthodiste du Togo à savoir, le Conseil Œcuménique des Eglises (COE), l'Alliance Réformée Mondiale (ARM, la Mission de Brême, la Communauté d'Eglises en Mission (Cevaa), et la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA) ont dénoncé cette attitude du gouvernement par un communiqué (en annexe 5).

Le même problème de réformes s'est posé pour les élections d'avril 2015. Le même tableau s'est dressé: L'EEPT avec ses partenaires œcuméniques méthodiste et catholique ont adressé une lettre pastorale (en annexe 6) au gouvernement, ce qui a demeuré lettre morte. L'opposition a réclamé en vain ces réformes constitutionnelles et institutionnelles avant les élections, les manifestations ont été réprimées par la police comme d'habitude. Les élections ont eu lieu, la CENI a proclamé le candidat du parti au pouvoir vainqueur. L'opposition conteste. Tout le monde demande ce qui adviendra.

⁷¹ Communiqué des Eglises chrétiennes et de l'ordre des Avocats, consulté sur le site <http://www.diastode.org/Nouvelles/nouvelle1886.html> le 20 mars 2015.

⁷² Déclaration du ministre français des affaires étrangères sur la Télévision française, site *Op Cit*, note 68.

2.3.3. Analyse de la réaction de l'Eglise face au problème

Ici, une différence nette apparaît entre ce qui est pastoral et le politique : au moment où la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA) et les Nations Unies (ONU) trouvent que ces élections se sont bien déroulées, les Eglises sont montées au créneau pour dénoncer le mal et faire un rappel à la norme, à la paix et à la justice. Mais nous pensons que l'Eglise s'est levée un peu trop tard, c'est-à-dire, dans ses orientations théologiques, elle aurait limité ses champs d'action dans la société ; elle pouvait faire éviter ce drame si elle avait assumé très tôt sa responsabilité de prévenir et de protéger, c'est-à-dire aborder le conflit, avant que cela ne éclate, comme nous l'avons souligné dans la première partie du travail.

Devant cette situation, l'Eglise doit revenir en arrière pour repenser sa théologie basée sur le concept de l'identité culturelle, ce qui a fait qu'elle a longtemps brillé par son absence dans l'espace public. Si, selon Seth Nomenyo⁷³, tout l'évangile doit être vécu par l'homme dans sa globalité, alors que le Togo vit une crise à tous les niveaux, il faut par une analyse critique de la situation actuelle, identifier les causes et les responsabilités de la crise que traverse la société, revoir les pratiques qui ont engendré ce résultat, pour pouvoir affronter ce mal et mieux contribuer à la reconstruction de la nation, d'où une théologie de la reconstruction s'avère incontournable.

⁷³ Seth Nomenyo, *Op Cit.*

III. CONTRIBUTION DE L'EEPT POUR LA PREVENTION DE LA VIOLENCE AU TOGO

3.1. Réflexion pour une théologie de la reconstruction

3.1.1. Essai d'une relecture de Kă Mana comme piste de réflexion

Le chapitre précédent nous a dépeint un tableau triste et sombre de la situation sociopolitique du Togo, posant ainsi plus de questions d'incertitude et de d'inquiétude quant à ce qui concerne l'avenir du pays. Mais, un parcours des courants de pensée théologiques africains nous fait croire qu'avec le pasteur Kă Mana, une reconstruction de l'Afrique est possible, et nous pouvons nous baser sur sa théologie pour tracer des pistes de réflexion pouvant nous aider à apporter notre modeste contribution au débat du redressement de la situation au Togo par le biais de l'EEPT.

En fait, comme l'a signalé G. TCHONANG, l'idée d'une théologie de la reconstruction est née à Lomé au TOGO, lors de la sixième assemblée générale de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) en 1987, où J. MUGAMBI a lancé le concept de la reconstruction, c'est-à-dire la prise en charge par les églises africaines des problèmes de l'Afrique :

« La reconstruction globale de l'Afrique est pour lui, un défi théologique majeur. Ce concept a été repris et hissé à son plus haut point de conceptualisation théologique par le théologien et philosophe Congolais Kă Mana, devenu depuis le coryphée de ce courant »⁷⁴.

C'est une théologie qui trouve son fondement dans la révélation biblique, notamment dans le livre de Néhémie : *Levons-nous et bâtissons (Néhémie 2,18)*⁷⁵.

⁷⁴ Gabriel Tchonang, « Brève histoire de la théologie africaine » in revue des sciences religieuses » [en ligne], 84/2 I 2010, URL : <http://rsr.revues.org/344;DOI:10.4000/rsr.344>, consulté le 17 avril 2015.

⁷⁵ Paulin Monga Wa Matanga, *Membranité écologique des êtres dans la théologie chrétienne et dans la pensée bantu : fondement d'une éthique de la tempérance*, URL : <https://books.google.ch/books?id=sHMJBbuVUAC&pg=PA454&lpg=PA454&dq=remarque>

Le pasteur Godefroid Kangundie Mana⁷⁶, est philosophe et théologien. De nationalité congolaise, il est né le 3 novembre 1953 à Dibaya, dans la province du Kasai en République Démocratique du Congo (RDC). Ses parents lui avaient donné le nom de l'un de ses ancêtres, Kangudie Tshibemba, qu'il a changé après en Mana Bintu, qui signifie celui qui finit les choses, celui qui va jusqu'au bout de la logique des réalités ; après il a abrégé Mana Bintu en Mana et a miniaturisé Kangundie en Kä. Les deux points sur le « a » lui rappellent l'Égypte antique, origine de la civilisation africaine dans son ensemble selon ses termes ; et selon la signification, il est par son nom, la rencontre des forces⁷⁷.

Kä mana a répondu à sa vocation divine d'abord en voulant devenir prêtre dans l'ordre des Joséphistes avant de se retrouver après son noviciat à Kinshasa pour des études philosophiques. Du catholicisme romain, il est passé au protestantisme (luthérien) qu'il a trouvé moins dogmatique et autoritaire, et plus attaché à la centralité de la révélation biblique.⁷⁸

De ce fait, sa théologie de reconstruction ne s'enferme pas seulement dans une tradition donnée, mais va au-delà des frontières ecclésiales, fraie du chemin pour se trouver une place dans l'espace public.

Par rapport aux autres théologiens africains, Kä Mana se distingue par :

« - *Son esprit du recours à l'authenticité,*

- *Sa passion de l'Afrique autour du grand savant africain Cheik Anta Diop,*

[s+critiques+sur+la+th%C3%A9ologie+de+la+reconstruction&source=bl&ots=0VDQOam68n&sig=rQsSp_soP5Xrza1m0PkQV1cbw8&hl=en&sa=X&ei=EHE_VbjnCYuwUe3ug4AP&ved=0CB4Q6AEwAA#v=onepag](https://www.reveil-fm.com/index.php/2009/04/08/336-10-questions-a-ka-mana), consulté le 17 avril 2015.

⁷⁶ Kalembe Mwazambi a présenté le profil complet de Kä Mana dans son article : « *Kä Mana, le défenseur de la théologie de la reconstruction*, in Bénèzet Bujot(ed.) *Théologie africaine au XXI^e siècle. Quelques figures*, (Fribourg : Academic Press Fribourg, 2013), pp.150-151.

⁷⁷ <http://reveil-fm.com/index.php/2009/04/08/336-10-questions-a-ka-mana> Réveil FM Internationale, consulté le 18 avril 2015.

⁷⁸ Kasereka Kavwahire, <http://www.laconscience.com/Le-philosophe-et-theologien-congolais-Ka-Mana.html> , consulté le 15 avril 2015.

- *et sa proposition d'une voie africaine pour l'évangélisation de l'humanité.*»⁷⁹

Dans sa démarche théologique, Kä Mana, en diagnostiquant la crise africaine à partir de l'analyse des différentes pensées théologiques africaines, s'est rendu compte de l'urgence d'une nouvelle forme de pensée théologique qui pourrait mieux faire face aux défis et enjeux actuels du continent : une théologie de la reconstruction. Il trouve que la théologie de l'identité culturelle est incapable de transformer le présent et d'entrevoir l'avenir à cause de son option passéiste, de même, il pense que la théologie de la libération a trop incriminé l'occident en oubliant la responsabilité des Africains dans la crise multidimensionnelle qui secoue le continent, comme l'a remarqué G. Tchonang qui appuie cette idée en soulignant que : *«Ces deux courants en définitive, ont plus évolué dans les bibliothèques et les amphithéâtres que dans le concret de la lutte des Africains pour la reconstruction de leur continent. Dans le projet théologique de reconstruction globale qu'il propose, il s'agit de penser le christianisme comme faisant partie intégrante de l'Afrique. L'Ère de l'incarnation de la foi dans les cultures africaines est révolue de même que celle des pamphlets contre l'œuvre missionnaire et coloniale.»*⁸⁰

Sa théologie se base sur une éthique sociale et politique qui se réfère à la Parole de Dieu, *« c'est-à-dire, une éthique pour l'avènement d'un nouvel imaginaire historico-social au sens de l'ensemble des fonctions créatrices d'une communauté.»*⁸¹ Pour lui, bien que les Africains se réfèrent souvent à l'occident pour justifier leur situation que ce soit en bien ou en mal, ils doivent, à partir de leur identité, prendre en charge leur destinée, en

⁷⁹ Kalemba Mwambazambi, *La contribution de l'Afrique francophone à la théologie africaine : Spécialement Kä Mana*, Doctor of Theology, (unpublished dissertation, University of South Africa), 2008, p. 239.

⁸⁰ G. Tchonang, *Op Cit*, pp. 183-184.

⁸¹ Kä Mana, *Théologie africaine pour temps de crise. Christianisme et reconstruction de l'Afrique*, Paris : Karthala, 1993, p. 120.

construisant un *nouvel imaginaire*⁸² qui peut les aider à se positionner dans le concert des nations à partir de la théologie de la reconstruction ; car, c'est de la puissance de l'imaginaire collectif que dépend la transformation de la société⁸³. Nicolas Boilloux trouve aussi que : *« l'exigence et l'enjeu de cette théologie de la reconstruction sont ceux d'une prise en charge lucide de l'Afrique par les Africains. Plutôt que de chercher des causes de la crise à l'extérieur (le colonialisme notamment), Kä Mana exhorte les Africains à analyser la crise à la lumière de leur propre histoire et de leur propre attitude »*⁸⁴.

Dans son analyse du protestantisme togolais face à la dictature du président Gnassingbe Eyadema que nous avons présentée plus haut, Kä Mana fait remarquer les pièges que comporte le système de collaboration avec le pouvoir en citant en exemple l'ingérence directe du dictateur dans la politique de l'élection du président de l'Eglise, ce qui allait constituer une source de division au sein de l'Eglise, mais évitée de justesse par un début de démocratie qui réconcilia l'Eglise avec elle-même. Parlant des enjeux publics, il a désigné la remise en cause de trois leviers du système de la dictature politique de G. Eyadema :

« - la réalité tribale comme fondement du pouvoir et garantie de sa pérennité ; particulièrement la mise en place d'une armée ethnique qui soutient la pyramide de la violence ;

- l'argent comme volonté de puissance dans un espace où la corruption des consciences est toujours fluctuante entre la fermeté

⁸² Kä Mana, Ibid, p.119 ; sur ce point, on peut consulter à profit son essai d'éthique politique : Kä Mana, *L'Afrique va-t-elle mourir ? Essai d'Ethique politique*, (Paris : Karthala, 1993).

⁸³ Kä Mana, Conférence débat *« Il nous faut un projet dans notre mental pour la grandeur du Congo et de l'Afrique »*, URL : <http://www.lecongolais.cd/ka-mana-il-nous-faut-un-projet-dans-notre-mental-pour-la-grandeur-du-congo-et-de-lafrique/> consulté le 26 avril 2015.

⁸⁴ Nicolas Boilloux(ed), *L'Afrique va-t-elle mourir ? Comprendre les ouvrages de Kä Mana, Théologie africaine pour temps de crise*(1993), *L'Afrique va-t-elle mourir ?*(1994) et *Christ d'Afrique*(1994), *Autres Temps. Cahier d'éthique sociale et politique*, 1994, vol. 44, n°1, pp. 78-80, URL : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/chris_0753-2776_1994_num_44_1_1729 consulté le 26 avril 2015.

théorique d'une opposition politique publique et la mollesse pratique de son esprit, malléable à souhait et manipulable à loisir par ceux qui connaissent les lois fondamentales de la politique du ventre ;

- *le recours constant à l'invisible comme puissance ultime de la légitimité du pouvoir en place, dans la certitude que ce qui se vit sur terre a déjà été noué dans les sphères occultes ou dans l'arrière-monde des divinités. »*⁸⁵

Il explique que de nouveaux enjeux découlent de la prise de conscience de ces leviers du système, d'où la nécessité de combattre tout pouvoir qui s'identifie comme pouvoir tribal face à d'autres tributs ou ethnies, au cœur d'une volonté de domination qui bascule toujours dans le rituel macabre des sacrifices humains (massacres, assassinats, disparitions, enlèvements, terreur permanente et violence institutionnalisée) ; combattre l'idolâtrie de l'argent(politique du ventre) ; et combattre l'enflure de l'irrationnel (sic)⁸⁶.

Un autre aspect du problème réside dans les enjeux de l'évangélisme. Ici, il est question des églises marquées par le mouvement de réveil spirituel, ce que Mana appelle le christianisme de droite. Ce sont des églises qui ont été officiellement longtemps bannies sous le régime Eyadema, et n'ont été réhabilitées qu'après la conférence nationale⁸⁷. Elles ont une théologie qui s'occupe presque exclusivement du salut des âmes, une théologie qui se méfie de l'espace public et des problèmes sociopolitiques, de même que des églises qui épousent l'œcuménisme. Mana conclut avec le Centre Œcuménique de Documentation et d'Information pour l'Afrique Australe et l'Afrique de l'Est que :

« nous entrons dans une étape de l'histoire africaine où le christianisme de droite apparaît non comme un évangélisme d'exubérance émotionnelle dans la vie religieuse seulement, mais comme un projet orchestré avec

⁸⁵ Kä Mana, *Op Cit*, p 147.

⁸⁶ Ibid, p 148.

⁸⁷ Cf. Chapitre 1.

l'intention de maintenir l'Afrique dans un état psychologique qui empêcherait toute contestation de l'esprit qui régit les relations internationales actuelles. Il s'agit, en réalité, d'une entreprise d'asservissement mental pour créer un esprit fait de fatalisme et de soumission. »⁸⁸

Toutes les églises dans l'ensemble avaient épousé cette idée dès le départ, avant que certaines ne prennent conscience après. De ce fait, la rencontre avec ces églises devient un impératif en vue d'un dialogue fructueux pouvant inclure toutes les forces vives de la société dans la reconstruction du pays.

Pour le résumer, nous nous référons à l'une de ses conférences-débats qu'il a tenue à Gombe le 25 février 2012 sur le thème « **Reconstruire l'imaginaire africain pour gagner les batailles d'aujourd'hui et du futur** »⁸⁹

De façon pratique, voici les orientations que Kă Mana propose pour transformer notre société, de sorte que l'Afrique prenne son destin en main : *une analyse, un déformatage et un ré-formatage de l'imaginaire.*

L'analyse se situe au niveau de l'espace de fonctionnement de l'imaginaire qui se construit et se développe par rapport au passé, au présent et à l'avenir⁹⁰.

Pour le déformatage de l'imaginaire, il faut « *casser ce qui fait défaut à notre imaginaire pour construire quelque chose d'autre* » en observant les logiques de l'efficacité, de l'éthique du bien et du mal, ainsi que la logique de la spiritualité, selon les termes de l'hebdomadaire d'actualité congolais qui a reporté la conférence. Ce qui manque à l'Afrique, c'est cette logique de l'efficacité qui détermine l'imaginaire, et le rend capable de s'organiser dans les champs politique, économique et religieux. La logique de

⁸⁸ Kă Mana, *Op Cit*, p. 52-53.

⁸⁹ <http://www.lecongolais.cd/ka-mana-il-nous-faut-un-projet-dans-notre-mental-pour-la-grandeur-du-congo-et-de-lafrique/> consulté le 26 avril 2015.

⁹⁰ Ici, on peut se référer aussi à son œuvre *Christ d'Afrique*(1994), pp. 117-198.

l'éthique du bien et du mal transforme le génie du mal en génie du bien. Et la logique de la spiritualité qui exige un projet de l'être dans son ensemble⁹¹.

3.1.2. Points de vue de quelques spécialistes de la théologie publique en général et sur la théologie de la reconstruction

Selon Max L. Stackhouse, le discours de la théologie publique cherche à être compris tant au sein qu'au dehors de sa tradition religieuse. Cela souligne l'importance des relations de l'église avec la société civile ainsi que celle du dialogue interreligieux.⁹²

Dans le chapitre précédent, nous avons donné le point de vue de Charles Villa-Vicencio qui soutient aussi la théologie de la reconstruction. Pour lui, dans n'importe quelle situation politique, le rôle de l'Eglise est simplement de dire la vérité. D'autres auteurs comme D. Tutu, L.W.H.Ackerman et K. Asmal qui ont commenté son essai, ont trouvé dans son œuvre, une importante contribution pour le débat interdisciplinaire.⁹³

De même, Michel Bertrand insiste également sur la présence de l'Eglise dans l'espace public, c'est-à-dire, le devoir du chrétien d'« *annoncer l'évangile dans l'espace public à travers la diversité de ses engagements de proximité : conjugaux, familiaux, professionnels, sociaux, culturels, politiques, en particulier dans toutes les formes de relation interpersonnelle.* »⁹⁴

Par contre, d'autres auteurs ont fait quelques remarques critiques sur la théologie de reconstruction de Kä Mana. Ils se demandent comment vivre de façon pratique et concrète cette théologie?

⁹¹ Notons que cette dernière partie est la reproduction de la conférence de Kä Mana reportée par le Congolais dont l'URL est cité plus haut.

⁹²Cf. Deidre King Hainsworth and Scott R. Paeth(eds), *Public Theology for a Global Society, essay to honor of Max L. Stachouse*, Grand Rapids, Michigan: William B. Eerdmans Publishing Company, 2010.

⁹³ C.Villa-Vicencio, *Op Cit*, note de couverture.

⁹⁴ M. Bertrand, *L'Eglise dans l'espace public. De quel droit prend-elle part à ses débats ?*, Genève: Labor et Fidès; Lyon: Olivétan, 2011.

E. Ung'eyowum se demande si, selon la christologie de Kä Mana, le Christ se révèle « *comme une énergie éthique et politique qui permet d'aborder théologiquement les problèmes essentiels des mutations de notre continent aujourd'hui: les problèmes de la reconstruction culturelle, les questions économiques de nos pays, les quêtes de la démocratie politique et civique, comment saura-t-il alors convaincre avec son Christ 'éthique et politique' »?*⁹⁵

D'autres théologiens comme N. Soédé pensent que la théologie de reconstruction de Kä Mana ne donne pas « *à la culture africaine la part qui lui revient dans la réflexion éthique.* »⁹⁶

Pour ces derniers, parmi lesquels Achille Mbembe, Kä Mana est en train de mettre la charrue devant le bœuf, car, ce qui importe d'abord dans ce projet de reconstruction, c'est l'affirmation de l'africain comme sujet, et non une conception des sociétés africaines comme entités globales.⁹⁷

En conclusion, nous pouvons retenir avec Kä Mana que ce qui importe pour les Africains en général et pour les Togolais en particulier, c'est d'abord une introspection critique et théologique au sein des églises, la construction d'un nouvel imaginaire pour pouvoir changer le cours des événements, et ceci ne serait possible que si les chrétiens togolais regagnent l'espace public pour se faire entendre.

3.1.3. L'E.E.P.T. dans la vie publique avec un dialogue œcuménique plus ouvert

Pour que la présence de l'Eglise dans l'espace public soit utile, il faut que ses pasteurs aussi soient formés en conséquence. Le pasteur en tant que théologien public⁹⁸ a ce devoir de s'informer, de renforcer continuellement ses capacités et de se cultiver pour être à la hauteur de la

⁹⁵ E. Ung'eyowum Bediwegi cité par Paulin Monga Wa Matanga in : *Op cit*, p. 273.

⁹⁶ N. Soédé cité par Paulin Monga Wa Matanga, *Ibid*.

⁹⁷ *Ibid*.

⁹⁸ Scott R. Paeth, E. Harolded Breitenberg Jr. and Hak Joon Lee (eds), *Shaping public theology: selections the writings of Max L. Stackhouse*, (Grand Rapids, Michigan: William B. Eerdmans Pub., 2014), p. 286.

tâche qui lui revient dans ce contexte de reconstruction. Ensuite, pour que cette présence ait de l'impact sur la vie de la nation, il faut que les barrières ecclésiales soient brisées en faveur d'une action commune, collective, œcuménique, sans négliger le dialogue inter-religieux car en réalité, *« les religions ne divisent pas les hommes quand ils se rejoignent dans les mêmes joies et les mêmes espérances au cœur de mêmes événements de vie. »*⁹⁹ L'EEPT doit composer avec les autres confessions pour un partage enrichissant d'expériences du vécu quotidien. Aussi, le résultat des travaux de réflexion du Conseil Œcuménique des Eglises démontre-t-il clairement que, pour que les églises arrivent à construire la paix, les chrétiens doivent d'abord s'entendre entre eux, lutter pour leur unité pour une action de paix. Une telle entente œcuménique représenterait un acte symbolique fort qui servirait de modèle pour une société si profondément fragmentée sur le plan politique, ethnique, économique, etc. Le «Just Peace Companion» est plus précis en soulignant que: *«If churches are to be peacemakers, Christians must first strive for unity in action for peace. Congregations must unite to break the culture of silence about the violence within church life and unite to overcome habitual disunity in the face of the violence within our communities. »*¹⁰⁰ Enfin, la création au sein de l'E.E.P.T d'un secrétariat pour les relations œcuméniques et inter-religieuses s'avère donc nécessaire pour la coordination entre les différents acteurs religieux.

3.2. Impératif d'une éducation à la culture de la paix et de la justice.

3.2.1. Elaboration d'un plan de formation au civisme et à la tolérance

⁹⁹ S.E. Mgr SANON, « *Que peut-on faire au plan pastoral dans les relations œcuméniques ?* » in Secrétariat pour l'œcuménisme de la Conférence Episcopale Régionale de l'Afrique de l'Ouest (édit.), *Piloti. Pour l'œcuménisme*, (Lomé : Imprimerie Typo&offset Homawo, 1980), p. 63.

¹⁰⁰ WCC, (ed.) *Just peace companion*, 2^{ème} édition, (Genève: WCC pub., 2012) pp. 26-28.

Dans le «Just Peace Companion», le Conseil Œcuménique des Eglises présente *l'Eglise comme instrument de construction de paix*¹⁰¹. A ce niveau, nous pouvons dire que l'EEPT est déjà dans la danse. Le projet d'accompagnement œcuménique du Togo (PAOET)¹⁰² en est un exemple. Mais l'éducation dans ce domaine ne consiste pas seulement à donner des instructions, mais aussi et surtout en une formation spirituelle profonde, comme nous pouvons le lire dans ces lignes :

*«Education inspired by the vision of peace is more than instruction in the strategies of peace work. It is a profoundly spiritual formation of character that involves family, church and society. Peace education teaches us to nurture the spirit of peace, instill respect for human rights and imagine and adopt alternative to violence. Peace education promote active nonviolence as an unequalled power for change that is practiced and valued in different traditions and cultures. Education of character and conscience equips people to seek peace and pursue it.»*¹⁰³

Il serait souhaitable que dans le cadre du programme de redynamisation de l'EEPT, le conseil d'appui à la pastorale sociale (CONAPAS) de concert avec les directions de la protection et de la promotion sociale (D2PS) puis de la solidarité chrétienne (DSC), initient des programmes complémentaires pour étayer le volet «éducation à la citoyenneté et à la démocratie» piloté par le centre protestant pour le développement durable (CEPRODED) et le collectif protestant des femmes et enfants pour le développement et la solidarité (COPFEDES). Un curriculum de paix pourra être introduit dans les programmes d'aumônerie des établissements préscolaires, primaires et secondaires de l'Eglise.

3.2.2. Intensification et extension de la formation en communication pacifique et non violente

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Cf. Chap. I (voir l'existant).

¹⁰³ WCC, *Op Cit*, p. 8.

La transformation des conflits est aussi l'une des priorités du Conseil Œcuménique des Eglises dans son approche de la «paix juste»¹⁰⁴. Le programme de formation en communication pacifique et non violente introduite dans l'EEPT et l'EMT par le pasteur Michel MONOD et soutenu par la DM échanges et mission, prend de l'ampleur au sein de ces deux églises et a besoin d'être étendu aux autres confessions et autres structures de la nation. C'est un enseignement qui amène l'apprenant à rejeter l'usage du langage de la tête qui ne fait que juger et critiquer l'autre ; puis l'aide à devenir plus pacifique et capable de résoudre les conflits en utilisant une langue du cœur, par une écoute empathique, de sorte que la gestion se solde par un résultat gagnant-gagnant, et les relations se rétablissent amicalement entre les partis en conflit. Il faut que les responsables des églises s'approprient ce projet en vue de sa pérennisation et de son impact sur la société togolaise en général. Car ce projet ne doit pas seulement être compris comme une action qui vise la perfection individuelle, mais aussi comme fondement d'une nouvelle éthique de responsabilité qui concilie la nécessité d'une prise de conscience et d'un changement de comportement, et de sa visibilité dans l'espace public.

3.3. La position de l'E.E.P.T. dans l'espace public: quelle collaboration avec l'Etat?

L'analyse faite plus haut de la crise togolaise a montré que l'Eglise a longtemps gardé silence dans sa collaboration avec l'Etat, notamment sur les questions relatives à la justice et aux droits humains, à cause de sa compromission avec le régime.¹⁰⁵ Or, sur le plan éthique, l'Eglise a toujours son point de vue à donner, raison pour laquelle elle assiste à titre consultatif à plusieurs rencontres étatiques. Elle demeure par conséquent,

¹⁰⁴ Just peace and the transformation of conflict, *Ibid*, p. 21.

¹⁰⁵ Sur la compromission de l'Eglise avec le pouvoir, voir « Le culte Eyadema au Togo » in Jean-François Bayart, *Op Cit*, p278-297, où Comi M. Toulabor expose l'attitude du clergé togolais marquée de soumission apparente à l'égard du régime Eyadema, ses non-dits, ses silences et les arrière-plans idéologiques de ses sermons qui laissent transparaître une forte prégnance des Ecritures Saintes, selon ses termes p287.

la référence sur un certain nombre de questions sociales éthiques, et doit maintenir sa place dans l'espace public en disant la vérité, rien que la vérité, en se référant aux Ecritures, en évitant toute compromission voire à ses risques et périls. C'est ce que Michel Bertrand appelle la conscience du croyant, en d'autres termes, la ligne de démarcation entre le croyant et l'autorité politique dans le cadre de l'obéissance qu'on lui doit. Pour cet auteur, s'il y a la liberté de conscience du citoyen, il y a aussi la liberté de conscience du croyant. *« Cette dernière est une liberté de conscience paradoxale puisqu'elle se dit dans les termes de la captivité. C'est en Christ seul en effet que le chrétien trouve sa liberté. »*¹⁰⁶ Il continue sa réflexion en citant Martin Luther lorsqu'en 1521 on le somme de renier ses affirmations réformatrices : *« Je suis lié par les textes bibliques que j'ai cités. Tant que ma conscience est captive de la Parole de Dieu, je ne puis ni ne veux rien rétracter, car il n'est ni sûr ni salutaire d'agir contre sa conscience. Que Dieu me soit en aide! Amen! »*¹⁰⁷ Michel Bertrand pense que, c'est lorsque le chrétien est dépendant de la Parole de Dieu qu'il peut refuser d'agir contre sa volonté¹⁰⁸. Voilà pourquoi la rupture du silence de l'Eglise doit être encouragée pour qu'elle puisse jouer pleinement son rôle prophétique et de sentinelle, en accompagnant les acteurs politiques pour que ces derniers cessent désormais de traiter leurs adversaires de façon inhumaine, en disant un non formel à la violence, en vue de faire établir un état de droit.

Cependant, il est à noter que le Christianisme n'a pas les réponses toutes faites à tous les problèmes de la société. Michel Bertrand qui soutient aussi cette position pense que lorsque les autorités ecclésiastiques cherchent à imposer leur volonté à l'espace public, cela peut frustrer et ils vont d'ailleurs à l'encontre de leurs convictions théologiques :

¹⁰⁶ Michel Bertrand, *Op Cit*, p. 129.

¹⁰⁷ Martin Luther cité par M. Bertrand, *Ibid*. Pour plus d'amples informations à ce sujet sur Luther, lire M. Lienhard, *Martin Luther. Un temps, une vie, un message*, (Paris/Genève : Le centurion/Labor et Fides, 1983).

¹⁰⁸ Michel Bertrand, *Op Cit*, p. 129.

«Leurs paroles, référées à une transcendance, risquent alors d’être perçues comme hégémoniques et oppressantes pour ceux qui ne sont pas chrétiens. Toutefois, cela ne signifie pas que les Eglises soient réduites au silence, même si certains milieux laïques voudraient bien exiler les religions hors de l’espace public, les mettre en congé de l’histoire, leur interdire de s’exprimer ailleurs que dans la sphère privée.»¹⁰⁹

Sur le plan pratique, il est urgent que l’Eglise renforce sa présence au sein des institutions étatiques comme entre autres, la commission nationale de lutte contre les armes légères, car la détention de ces armes nourrit les conflits. Enfin, notons que la collaboration de l’Eglise avec l’Etat requiert une certaine prudence et sagesse afin d’éviter le ridicule dans l’espace public et d’aider les gouvernants à construire une société de paix pour un développement harmonieux et durable. Cependant, la récente déclaration du Pape François¹¹⁰ exhortant les Evêques togolais à ne pas s’engager directement dans les débats politiques, mais de former les laïcs à ce but est fort discutable.

¹⁰⁹ Michel Bertrand, Op Cit, p. 322.

Sur le même sujet, on peut consulter à profit D. Bonhoeffer, *Ethique*, Genève: Labor et Fides, 1965 (1949, L. Jeanneret trad.) p. 301.

¹¹⁰ Cf. Holy Sea Press Office(ed), *Vatican Information Service (VIS)*, 11-05-2015-Year XXII-Num.087, URL: <http://visnews-en.blogspot.ch/2015/05/francis-receives-episcopal-conference.html>. Quand il dit aux Evêques: "However, it is always necessary to take care not to enter directly into political debate or disputes , taking care instead to form, encourage and support the laity – whose role this rightly is – so they are able to dedicate themselves to the service of the nation and the highest level and to assume their responsibilities", cela peut être interprété comme s’il leur demandait de se retirer de l’espace public, ce qui peut nous ramener à la position de départ, c’est-à-dire, garder silence et chuchoter dans l’ombre; l’image que les Africains ont de l’homme de Dieu les rend disponibles à croire et à accepter ce qu’il dit. Même s’il y a des réticences, leur conscience les juge intérieurement, (si conscience y a encore). Et la force de l’inconscient collectif donnera de la puissance aux paroles des hommes de Dieu, ce qui pourra apporter de changements avec le temps. Mais, si c’est le laïc qui parle, il peut être pris pour un opposant, parce que le laïc peut être membre d’un parti politique, ce qui donne déjà une coloration à ses interventions dans l’espace public.

CONCLUSION GENERALE

Le coup de poignard qu'a reçu le Togo dès son indépendance fait toujours saigner la terre de nos aïeux. Si même il y a eu quelques moments d'accalmie apparente, le couteau lui est retourné dans la blessure toutes les fois qu'il veut revendiquer ses droits. Cette terre saigne, et continue de saigner du sang, rien que du sang, et du sang humain. Des cris de larmes et de douleurs des orphelins et des veuves qui retentissent sans secours, s'évadent dans le cosmos, vers Dieu; entendra-t-il ses cris un jour? Pourquoi pour des raisons politiques ou pour des manifestations pacifiques, les maris et les jeunes doivent-ils être enlevés, torturés, emprisonnés, tués et sacrifiés sur l'autel de la dictature? C'est la triste réalité que connaît le peuple togolais jusqu'à ce jour, dans un pays où la joie et le plaisir de vivre d'une minorité côtoient avec les peines, la misère et la pénurie de la majorité. Les Eglises qui sont demeurées longtemps apôtres du régime, se sont quand même réveillées, même si c'est un peu tardivement. Mais la grande question est de savoir jusqu'où pourront-elles aller dans leurs actions, si la violence et la répression militaire sont institutionnalisées devant une communauté internationale qui semble être impuissante face à ces exactions? Y-a-t-il complicité quelque part? D'où viendra la solution?

Nous pensons que la solution ne peut venir que des togolais eux-mêmes. Si les mentalités peuvent changer comme le préconise Kä Mana dans sa théologie de la reconstruction, c'est-à-dire en analysant, en déformatant et en reformatant notre imaginaire, et en construisant un nouvel imaginaire qui réponde aux exigences d'un monde plus humain, alors nous tendrons vers un état de droit. En d'autres termes, *«redéfinir une nouvelle personnalité, et bâtir une vision neuve et élargie de l'avenir qui conduit au développement accéléré de nos sociétés dans le respect des droits de l'homme.»*¹¹¹ Car, même si les togolais arrivent aujourd'hui à

¹¹¹ Edem Kodjo, ... *Et demain l'Afrique*, Paris : Stock, 1985, p. 151. Cet auteur qui pense que l'Africain se présente aujourd'hui comme le reflet déformé de l'image d'autrui,

gagner l'alternance politique dont ils rêvent, sans que les mentalités ne changent, leur situation serait pire qu'avant. Le togolais doit apprendre à traiter son prochain comme un sujet, et non comme un objet, développer un langage de cœur et d'amour les uns envers les autres. Tuer le mythe de la supériorité de certaines ethnies par rapport à d'autres, ce qui entraîne leur instrumentalisation, la haine et la violence. Les églises ont ce devoir de rompre avec la démonisation, la diabolisation et la mise à l'index de l'autre, pour s'unifier dans un dialogue entre elles puis avec les autres religions, et ensemble convaincre les fils et les filles du pays de la réalité du lien fraternel qui les unit, que l'on soit civil ou militaire.

Le civisme doit apprendre à la jeunesse qu'en s'attaquant au bien public, les forces de l'ordre et de sécurité y trouvent des arguments pour la répression. Vouloir s'attaquer à une personne parce qu'elle est du sud ou nord, ou de tel parti politique est un faux problème et ne peut que maintenir le cycle vicieux de la violence. En toute chose, le pardon reste et demeure le remède principal dans la gestion des conflits. Et la croyance en Dieu est un atout pour le Togo, car, presque tout togolais croit en Dieu en sa manière. Si Mobutu est arrivé à unir les protestants de l'ex Zaïre en une seule « Eglise du Christ »¹¹² pour pouvoir encadrer sa société, et que par « l'œcuménisme éyadémistique »¹¹³ le régime Eyadema a pu monopoliser le champ social, c'est une preuve que, lorsque les églises se mettront ensemble pour de bons projets, elles pourront aller loin, et que par une tolérance religieuse au Togo, on peut faire asseoir une paix durable. Une des sphères les plus importantes qui peut avoir assez d'influences sur les décideurs politiques est celle constituée par les associations philosophico-religieuses dont C. Toulabor a parlé dans son

propose une correction de cet image, c'est-à-dire une prise de conscience des Africains de leur identité et de leur situation par rapport au monde, et met l'accent sur la volonté politique sans laquelle on ne pourra évoluer.

¹¹² Philippe B. Kabongo Mbaya, *L'Eglise du Christ au Congo : Formation et Adaptation d'un protestantisme en situation de dictature*, (Paris : Karthala, 1992), p.7-8.

¹¹³ Comi M. Toulabor, « Le culte Eyadema au Togo » in Jean François Bayart (ed.), *Op Cit*, p. 278-279.

article précité. En fait, ce sont des groupes de personnes cooptées de façon sélective et discrète, et dont le public se méfie, mais qui pourtant sont aussi dans la société et ne se retrouvent qu'entre eux-mêmes. D'autres groupes se singularisent carrément et évitent tout débat sociopolitique comme toutes les autres églises le faisaient au paravent. Par quel créneau peut-on les atteindre afin de les accompagner, pour apporter eux-aussi leurs pierres à la construction de la nation, et par quelles stratégies? Voilà un point qui mérite beaucoup d'attention, mais qui peut faire l'objet d'un autre débat.

Annexe 1

Réaction du Bureau Exécutif du comité synodal de l'Eglise Evangélique du Togo à propos de l'assassinat du premier président de la République Togolaise

« Bien Aimé dans le Seigneur,

La République Togolaise est entrée dans une situation très dramatique. Personne ne peut imaginer ce que va engendrer la rébellion des militaires dont la conséquence est la mort du Premier Président de la République Togolaise.

En tant que chrétiens, il est de notre devoir de faire tout ce que nous pouvons, pour aider le pays au cours de cette pénible crise.

Comme ils ont l'habitude de le faire, le Président du Gouvernement Provisoire est venu s'entretenir avec les autorités de l'Eglise.

Les principaux points soulevés par les autorités de l'Eglise sont :

- 1. L'Eglise n'est pas contente de l'assassinat du Premier Président de la République ; il est tragique et affreux que de telles choses se produisent, et c'est criminel ;*
- 2. Nous demandons que chaque parti soit représenté dans le gouvernement à former (le Président a déclaré que tel est aussi son intention), et qu'il veille à éviter des troubles et désordres dans le pays ;*
- 3. Nous avons fait savoir au Président qu'en tant qu'Eglise, nous ferons de notre mieux pour sauvegarder l'unité et la paix dans le pays.*

*A cet effet, nous demandons à chaque fidèle de notre Eglise de veiller à ce qu'il n'y ait aucun désordre ni aucun trouble « **car Dieu était dans le Christ, réconciliant le monde avec lui-même, sans tenir compte aux humains de leurs fautes, et Il nous a confié le ministère de la réconciliation en mettant en nous la parole de la réconciliation** »*

Notre prière doit être : que Dieu, Seigneur de Paix, et Jésus-Christ, notre Réconciliateur, fasse régner la paix dans notre pays par la puissance du Saint-Esprit.

Troisième Membre

Secrétaire Synodal

Modérateur

Pasteur M.AZAMEDE

Pasteur S. NOMENYO

Pasteur E. ADA

Annexe 2

Décision du synode de l'Eglise Evangélique du Togo le 28 août 1963 à Amlame

« Le Togo et l'Eglise Evangélique du Togo ayant tous les deux accédé à l'indépendance, il appartient à l'Eglise de définir et de faire connaître sa position vis-à-vis de la politique ».

Elle ne cherche pas à exercer le pouvoir, mais elle porte, dans ses prières d'intercession, les gouvernants et les gouvernés ; elle joue le rôle de sentinelle en ayant le courage de dire les erreurs commises car elle sait qu'aucun gouvernement humain ne peut être parfait.

Son appréciation d'un gouvernement dépend de l'attitude de ce dernier quant au dessein voulu de Dieu concernant l'être humain, droits inhérents à chaque individu du fait de son humanité.

Chaque citoyen a sa part de responsabilité dans tout ce qui arrive à son pays : il doit chercher en toutes circonstances l'union dans l'amour afin que son attitude soit un témoignage convaincant.

L'Eglise ne prend part à aucune espèce de division. Elle œuvre pour aider les gouvernants et les gouvernés à avancer sur la voie du progrès spirituel, culturel, politique et économique par la pratique des devoirs et l'acquisition des droits.

Le militantisme dans un parti politique est incompatible avec les fonctions de pasteur et catéchiste : en cas d'activité politique l'intéressé doit demander une mise en disponibilité.

Le bureau Exécutif

Pasteur E. Y. ADA

Pasteur S. K. NOMENYO

Pasteur MAZAMEDE

Modérateur

Secrétaire synodal

Troisième membre

Annexe 3

Témoignage de Me Y. AGBOYIBOR

Tout s'est déroulé devant moi. Plusieurs de mes confrères et consœurs étaient présents au Palais de Justice. Nous avons été ainsi des témoins privilégiés de l'événement. Aussi avons-nous jugé nécessaire d'en porter un témoignage officiel dans la déclaration que nous avons adoptée le 11 octobre 1990. Le passage de la déclaration concernant le déroulement de l'événement est le suivant :

Très tôt ce matin les jeunes Togolais ont pris d'assaut la grande salle d'audience du Palais de Justice de Lomé et envahi le Tribunal et ses abords. Ils étaient venus écouter le jugement qui devait être rendu dans l'affaire des tracts où étaient poursuivis les nommés Logo Dossouvi et Doglo Agbélengo.

Au-delà de son désir de prendre connaissance de ce jugement, cette jeunesse semblait déterminée à transformer le Palais de Justice en tribune politique et à étaler sur la place publique son mécontentement et ses revendications.

Les manifestants scandaient avec frénésie des slogans fort significatifs : "À bas le RPT", "Oui au multipartisme", "Oui à la démocratie", "À bas le 13 janvier", "Vive le 27 avril", "Liberté d'expression", "Libérez »-les"...

Ces slogans étaient entrecoupés de manière répétée par l'hymne de l'indépendance, "Terre de nos Aïeux" dont les manifestants réclamaient le rétablissement.

Ce fut ensuite l'irruption et l'intervention brutale, violente et injustifiée des Forces de l'Ordre dans l'enceinte du Palais.

Très rapidement, les événements prirent une autre tournure. Les manifestants réagirent par des jets de pierres et un mouvement pacifique s'est transformé en émeute populaire au cours de laquelle ils s'en sont pris à des symboles du pouvoir (incendie de véhicules de l'administration et des Forces de Sécurité, destruction des commissariats et des photos officielles du chef de l'État).

Comme une traînée de poudre, la manifestation s'est étendue à plusieurs quartiers de la ville, notamment à Bè et ses alentours où une partie de la population s'est jointe au mouvement.

Le soulèvement du 5 octobre a eu l'effet d'un coup de tonnerre à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Les médias internationaux en firent abondamment écho. Aucune organisation ou personnalité politique n'avait en revanche réagi.

Seul l'Ordre des Avocats avait pris position. Les avocats témoins des faits s'étaient rendus sur-le-champ en robe chez le chef de l'État pour lui exprimer leur indignation. L'Ordre des Avocats décida ensuite, dans la même journée du 5 octobre, de se mettre en grève pour trois jours à compter du lundi 8 octobre. Il a, au cours de la même réunion, pris une résolution demandant la démission du ministre de la Justice, M.

Bitokotipou Yagninim, et du procureur de la République, M. Abdou Assosuma, pour avoir fait intervenir les Forces de l'Ordre au Palais de Justice. »

Annexe 4

Communiqué des Églises chrétiennes et de l'ordre des Avocats

(Églises Chrétiennes et l'Ordre des Avocats du Togo, Lomé, Togo, 15 avril 2005)

Nous, clergés des Églises catholique, Évangélique Presbytérienne et Méthodistes du Togo et l'Ordre des avocats du Togo, avons fait une démarche ce matin à l'endroit du Président de la République Togolaise. Prêtres, Religieux et Religieuses, Pasteurs et Avocats, nous avons fait une marche silencieuse qui est partie du parking devant la Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) derrière GTA et devrions nous rendre Chez le Chef de l'État, dans l'enceinte de la Cité OUA où nos responsables devaient remettre à la plus haute Autorité de notre pays, une lettre dans laquelle nous avons fait une analyse de la situation socio-politique de notre pays. Empêchés de poursuivre notre marche, nous avons été représentés par les Responsables des trois Églises et Madame le Bâtonnier de l'Ordre des avocats. Pendant que ceux-ci étaient reçus en audience par le Président de la République, nous attendions sagement, debout, devant le chemin qui mène au CHU Campus. Après plus de deux heures d'entretien, nos responsables ont rejoint le reste du groupe à qui ils ont fait le point sur l'audience présidentielle.

Notre démarche se situe dans le cadre de la récente Mission Œcuménique qui, après avoir constaté une convergence de neutralité et d'analyse avec l'Ordre des avocats, déclarait le 2 avril dernier: «La Délégation (œcuménique) a eu un échange de vues fructueux avec l'Ordre des Avocats du Togo et souhaite, en ce sens, la poursuite de leurs réflexions et de leurs initiatives concertées». Les Églises ci-dessus mentionnées et

l'Ordre des avocats, interpellés par leurs fidèles et par la population, sont donc convenus, après échanges et réflexion, de se mettre ensemble pour attirer l'attention des Autorités sur la gravité de la situation et les incertitudes des lendemains.

Au cours des échanges qui ont suivi la lecture de cette lettre, le Président de la République et ses collaborateurs ont jugé utile d'expliquer la situation à nos représentants. Ils ont pris acte de notre démarche et promis d'en tenir compte dans les divers entretiens avec les différents acteurs et protagonistes de la situation socio-politique que nous avons soulignée.

Nous tenons à préciser que notre démarche se situe dans le cadre de nos missions respectives. En effet,

- Les Églises **Catholique, Évangélique Presbytérienne et Méthodiste du Togo**, sont convaincus que, à la suite du Christ, nous sommes **prophètes** et **témoins** de la **Vérité**, de la **Justice**, de l'**Amour** et de la **Paix**, et qu'en ce sens tout ce qui touche à ces valeurs nous concerne de près dans le cadre de notre mission;

- **L'Ordre des avocats du Togo** est convaincu que sa mission est de défendre les droits fondamentaux de l'Homme et les libertés publiques et qu'en ce sens tout ce qui touche à ces valeurs le concerne de près dans le cadre de sa mission.

Nous voudrions donc prévenir toute récupération de notre démarche. Nous ne sommes pas des politiciens, mais nous pensons que, quand il y a péril en la demeure, nous n'avons pas le droit de nous taire...

Le Bâtonnier de l'Ordre des avocats remercie ses collègues pour leur présence dans la marche silencieuse de ce matin.

Les responsables des Églises remercient les membres de leurs clergés pour être sortis si nombreux pour tirer la sonnette d'alarme. Ils invitent

les fidèles chrétiens ainsi que les hommes et femmes de bonne volonté à continuer d'invoquer sur nous la puissance de vie de notre Dieu.

Fait à Lomé, le 15 avril 2005

Pour l'Eglise Méthodiste

**Pasteur Félix Anani
Adouayom**

Président de l'Eglise
Méthodiste du Togo

Pour L'Eglise Evangélique Presbytérienne

Pasteur Gerson Kodjo Bessa

Modérateur de l'Eglise Evangélique
Presbytérienne du Togo

Pour l'Ordre des Avocats

Maître Loretta Massan Acouetey
Bâtonnier

Pour l'Eglise Catholique

Mgr Philippe Fanoko Kpodzro
Archevêque de Lomé

Annexe 5

Communiqué des partenaires œcuméniques des Églises Catholique, Évangélique Presbytérienne et Méthodiste du Togo.

Les partenaires œcuméniques des Églises Catholique, Évangélique Presbytérienne et Méthodiste, constatent avec une profonde amertume que c'est encore fois le peuple togolais qui paie le plus lourd tribut à la situation laissée par le simulacre des dernières élections, avec 20 000 réfugiés dans les pays proches du Bénin et du Ghana, et plusieurs centaines de morts, dont de nombreux par balles.

Comme tous les peuples, le peuple togolais a droit à la liberté et à la démocratie. Il a souffert trop longtemps et il souffre encore pour cette liberté. C'est pourquoi, nous devons qu'avec l'aide de l'Union Africaine et de la CEDEAO, le pouvoir et l'opposition togolaise se retrouvent autour d'une même table pour rechercher les conditions justes d'une sortie de crise au Togo. Cette concertation devrait permettre de trouver une solution politique acceptable par le peuple togolais et garanti par la

communauté internationale. Le résultat des élections présidentielles du 24 avril 2005 ne peuvent en aucun cas légitimer le pouvoir en place.

Nous dénonçons par ailleurs toute solution qui négligerait de remédier rapidement à la situation d'insécurité et d'intimidation de la population togolaise, aux violations des droits humains dont la population togolaise est encore victime et à une pratique démocratique rigoureuse. Une telle solution ne saurait faire droit aux attentes du peuple togolais ou légitimer un quelconque pouvoir, serait-il d'union nationale.

Les partenaires œcuméniques des Eglises du Togo souhaitent comme ils l'ont toujours proposé, accompagner ce processus de sortie de crise en vue d'une résolution juste et équitable pour le peuple togolais. Ils sont disonible à contribuer et à participer à tout effort de médiation.

Fait, le 18 mai 2005

COE, ARM, Mission de Brême, Cevaa, CETA

Annexe 6

Pour l'amour de la Patrie

Appel de l'Eglise Catholique au Togo, de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo et de l'Eglise Méthodiste du Togo à une relance du processus de réformes institutionnelles et constitutionnelles

C'est avec grand étonnement et profonde déception que la Conférence des Evêques du Togo, le Bureau Exécutif de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo et le Comité Exécutif de l'Eglise Méthodiste du Togo ont appris, le 30 juin 2014, le rejet par l'Assemblée Nationale du projet de loi introduit par le Gouvernement suite au dialogue politique entre partis parlementaires initié par le Premier Ministre au sujet des réformes institutionnelles et constitutionnelles préconisées par l'Accord Politique Global de 2006. Leur désillusion est d'autant plus grande qu'un prélat, Monseigneur Nicodème Barrigah-Benissan, a eu à assurer, avec la

bénédiction de ses pairs, la facilitation dudit dialogue conformément au souhait exprimé par les protagonistes. Lesdites Eglises étaient convaincues de la bonne foi des acteurs politiques, fils et filles de notre chère Patrie, qui donnaient l'impression d'avoir finalement compris la détresse des Togolais et des Togolaises et d'avoir, par conséquent, décidé de discuter entre eux pour trouver les solutions appropriées qui redonneront espoir à tout un peuple et lui éviteront des lendemains d'élections difficiles. Comme tant d'autres institutions qui se sont exprimées sur cette situation pour le moins paradoxale, la Conférence des Evêques du Togo, le Bureau Exécutif de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo et le Comité Exécutif de l'Eglise Méthodiste du Togo déplorent que l'absence de confiance et l'intransigeance des uns et des autres n'aient pas permis d'aboutir à l'adoption du texte de loi vivement attendu par les Togolais. Ils considèrent cette rebuffade essuyée par le peuple comme un regrettable recul enregistré dans l'engagement pris par les mêmes acteurs d'une part depuis plus de huit ans dans le cadre de l'APG, et, d'autre part, depuis plus de deux ans dans le processus de mise en œuvre des recommandations de la CVJR. Ils observent enfin que depuis le 30 juin, aucune autre démarche n'est entreprise pour trouver une issue à cette question capitale pour l'avenir de notre Pays. Voilà pourquoi, tout en respectant les positions exprimées par les diverses formations politiques représentées ou non à l'Assemblée Nationale, la Conférence des Evêques du Togo, le Bureau Exécutif de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo et le Comité Exécutif de l'Eglise Méthodiste du Togo adressent un appel pressant au Chef de l'Etat, au Premier Ministre et à son Gouvernement, au Président de l'Assemblée Nationale, à tous les députés et à tous les responsables de l'opposition togolaise en faveur d'une nouvelle initiative visant à réexaminer les questions introduites auprès de l'organe législatif de notre Pays en vue d'y trouver une issue plus positive. Dans ce sens, ils exhortent tous les fils et filles de notre Pays à faire prévaloir l'amour de la Patrie sur toutes les autres considérations partisans et égoïstes afin de faire avancer la

démocratie et de permettre aux élections présidentielles de 2015 de se tenir dans un cadre serein, paisible, juste et équitable. La Conférence des Evêques du Togo, le Bureau Exécutif de l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo et le Comité Exécutif de l'Eglise Méthodiste du Togo invitent tous les croyants à s'unir en prière pour implorer du Seigneur la grâce de l'Esprit Saint sur les personnes et institutions auxquelles il appartient de prendre les décisions opportunes en ces temps décisifs pour notre Pays.

Fait à Lomé, le 1er octobre 2014

Pour la Conférence des Evêques du Togo Pour le Bureau Exécutif de l'EEPT

+Mgr Denis AMUZU-DZAKPA

Pasteur Mensah AVINOU

Vive-Président

Modérateur

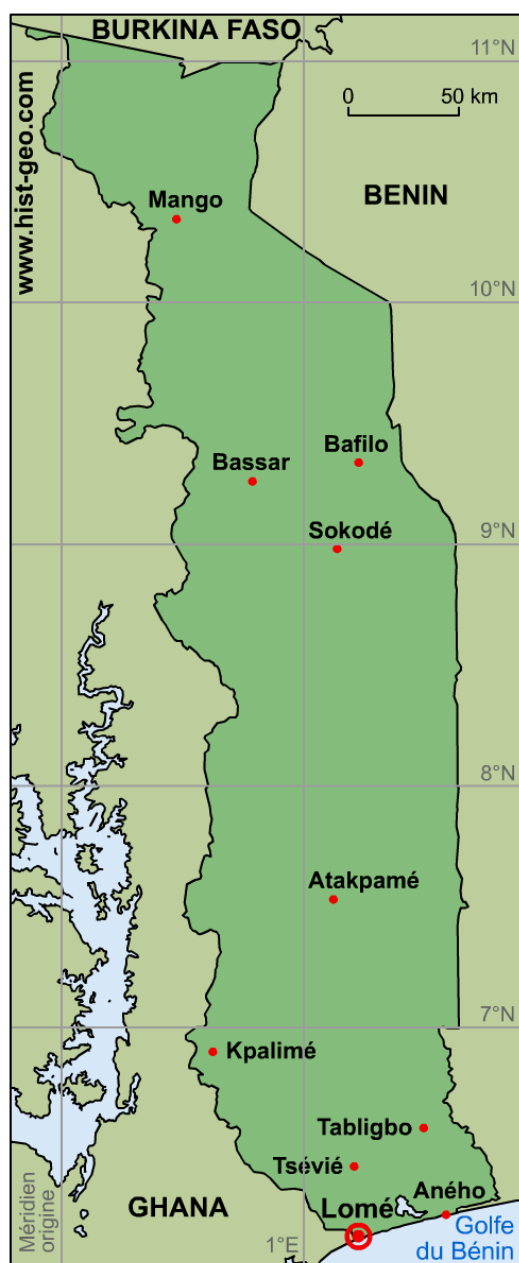
Pour le Comité Exécutif de l'Eglise Méthodiste du Togo

Pasteur Charles KLAGBA-KUADJOVI

Président

Annexe 7

Carte du TOGO



Les principales villes du Togo

- Togo
- Autres pays
- Frontières nationales
- Capitale du Togo
- Villes du Togo

Situé entre le 6^e et 11^e parallèle de la latitude nord, le Togo couvre une superficie de 56 785 km² avec une population de 7 351 374 habitants (chiffres de 2014).¹¹⁴

¹¹⁴ <http://www.statistiques-mondiales.com> URL consulté le 9 mars 2015

BIBLIOGRAPHIE

I. ENCYCLOPEDIES, DICTIONNAIRES ET BIBLES

Boudon, Raymond & Bouricaud, François. *Dictionnaire critique de la sociologie*. Paris : Presse Universitaire de France, 1994.

Kuper, Adam & Kupper, Jessica (eds). *The Social science Encyclopedia*, Vol.2. London/ New York : Routledge, 2014.

Laurent Lemoine, Éric Gaziaux, Denis Müller (eds). *Dictionnaire encyclopédique d'éthique chrétienne*. Paris : Les éditions du Cerf, 2013.

Lemoine, Laurent & Gaziaux, Éric & Müller, Denis(eds). *Dictionnaire Encyclopédique d'Éthique Chrétienne*. Paris : Les Éditions du Cerf, 2013.

La Bible : traduction Œcuménique. Paris : Cerf ; Villiers-le-Bed : Bibli'O, 2010.

II. MONOGRAPHIES

Agboyibor, Yawovi. *Combat pour un Togo démocratique: Une méthode politique*. Paris: Karthala, 1999.

Andoch N., Bonin. *Le Togo du Sergent-en-Général*. Paris: Lescaret, 1983.

Asfaw, Semegnish et al. *The Responsibility to Protect: Ethical and Theological Reflections*, Geneva: WCC, 2005.

Bayart, Jean François. *Religion et modernité politique en Afrique noire*. Paris: Karthala, 1993.

Bertrand, Michel. *L'Eglise dans l'espace public. De quel droit prend-elle part à ses débats ?*. Genève: Labor et Fides; Lyon: Olivétan, 2011.

Bonhoeffer, Dietrich. *Ethique*. Genève: Labor et Fides, 1965.

Bonin, Andoch Nutépé. *Le Togo du Sergent au Général*. Paris : Lescaret, 1983.

Bujot, Bénézet (ed.) *Théologie africaine au XXI^e siècle. Quelques figures*. Fribourg : Academic Press Fribourg, 2013.

- d'Almeida-Ekué, Silivi. *La révolte des Loméennes, 24-25 janvier 1933*. Lomé : Les Nouvelles Éditions Africaines du Togo, 1992.
- De Medeiros, François (éd). *Peuples du Golfe du Bénin (Aja-Ewé)*. Paris: Karthala/Centre de Recherches Africaines, 1984.
- Kodjo, Edem. *Et demain l'Afrique*. Paris: Stock, 1985.
- Gbedemah, S.Y.G. Gableame. *La Mission de Brême au Togo: la promotion d'une meilleure qualité de vie*, Lomé: Editions Haho, 2012.
- King Hainsworth, Deidre and R. Paeth, Scott (eds). *Public Theology for a Global Society: Essay to honor of Max L. Stackhouse*. Grand Rapids, Michigan: William B. Eerdmans Publishing Company, 2010.
- Lienhard, M., Martin Luther. *Un temps, une vie, un message*. Paris/Genève : Le centurion/Labor et Fides, 1983.
- Mana, Kä. *Christ d'Afrique: enjeux éthiques de la foi africaine en Jésus-Christ*. Paris: Karthala ; Nairobi : Ceta ; Yaoundé : Clé ; Lomé : Haho, 1994.
- Mana, Kä. *L'Afrique va-t-elle mourir ? Essai d'Éthique politique*. Paris : Karthala, 1993.
- Mana, Kä. *Théologie africaine pour temps de crise, Christianisme et Reconstruction de l'Afrique*. Paris: Karthala, 1993.
- Mbembé, Achille. *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et Etat en société postcoloniale*. Paris : Karthala, 1988.
- Monod, Michel. *Aimez vos ennemis*. Paris: Harmattan, 2006.
- Nomenyo, Seth. *Tout l'Évangile à tout l'Homme*. Yaoundé : Clé, 1967
- Paeth, Scott R., Breitenberg Jr, E. Harold and JoonLee, Hak. (eds), *Shaping public theology : selections the writings of Max L. Stackhouse*. Grand Rapids, Michigan: William B. Eerdmans Pub., 2014.
- Panikkar, Raymond. *Cultural Disarmament: The Way to the Peace*. Louisville, Kentucky: Westminster John Knox Press, 1995.
- d'Almeida-Ekué, Silivi. *La révolte des Loméennes. 24-25 janvier 1933*. Lomé: NEA, 1992.
- Toulabor, Comi M.. *Le Ghana de JJ. Rawlings : restauration de l'Etat et renaissance du politique*. Paris : Karthala, 2008.
- Toulabor, Comi M.. *Le Togo sous Eyadéma*. Paris: Karthala, 1986.
- Villa-Vicencio, Charles. *A theology of reconstruction: nation-building and human rights*. Cambridge: University Press, 1992.
- [WCC]. *Just peace companion*, 2ème édition. Genève: WCC pub., 2012.

III. THESES

Maditoma, Pialo Pawélé. *Le phénomène des nouveaux mouvements pentecôtistes charismatiques et son influence sur l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo (EEPT)*, Thèse de doctorat. Oneline : <http://d-nb.info/975809989/34> .(Consulté le 3 mai 2015).

Mwambazambi, Kalembe. *La contribution de l'Afrique francophone à la théologie africaine : Spécialement Kā Mana*. Doctor of Theology, unpublished dissertation, University of South Africa, 2008.

IV. ARTICLES ET AUTRES SOURCES ONELINE

SANON, S.E. Les relations œcuméniques?. In : Secrétariat pour l'œcuménisme de la Conférence Episcopale Régionale de l'Afrique de l'Ouest (édit.), *Piloti. Pour l'œcuménisme*. Lomé : Imprimerie Typo & Offset Homawo, 1980. 63.

Archives de Sciences sociales des religions. Hayat, Pierre. Laïcité, fait religieux et société. 137. janvier-mars 2007. Boilloux, Nicolas (ed). L'Afrique va-t-elle mourir ? Comprendre les ouvrages de Kā Mana, Théologie africaine pour temps de crise(1993), L'Afrique va-t-elle mourir ?(1994) et Christ d'Afrique(1994), Autres Temps. Cahier d'éthique sociale et politique, 1994, vol. 44, n°1, pp.78-80, URL:http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/chris_0753-2776_1994_num_44_1_1729. (Consulté le 26 avril 2015).

Diaspora Togo. Communiqué des églises chrétiennes et de l'Ordre des Avocats. <http://www.diastode.org/Nouvelles/nouvelle1886.html>. (Consulté le 20 mars 2015).

Hebdomadaire Congolais. Kasereka Kavwahire, <http://www.laconscience.com/Le-philosophe-et-theologien-congolais-Ka-Mana.html>. (Consulté le 15 avril 2015).

<http://assr.revues.org/4139>;DOI. (Consulté le 6 mai 2015).

Jean Clauzel (éd.). *La France d'outre-mer (1930-1960)*.(Google eBook). Paris : Karthala, Oct 1, 2003, URL:https://books.google.ch/books?id=FitiPDLOL9oC&pg=PA31&lpg=PA31&dq=l%27+des+territoire+outre+mer+union+fran%C3%A7aise&source=bl&ots=AIqbA5_DY&sig=Bwc7hbaW9GLtTOJTDGcpMpTk&hl=en&sa=X&eiP1VdX1MMG2Uo__gOAN&ved=0CHMQ6AEwDA#v=onepage&q=l%20de%20territoire%20outre%20mer%20union%20fran%C3%A7aise&f=false (consulté le 10 mai 2015).

Kalembe Mwazambi. Kä Mana, le défenseur de la théologie de la reconstruction. In : Bénézet Bujot(ed.) Théologie africaine au XXI^e siècle. Quelques figures. Fribourg : Academic Press Fribourg, 2013. 150-151.

Le Congolais. Mana, Kä. Conférence débat « Il nous faut un projet dans notre mental pour la grandeur du Congo et de l'Afrique », URL : <http://www.lecongolais.cd/ka-mana-il-nous-faut-un-projet-dans-notre-mental-pour-la-grandeur-du-congo-et-de-lafrique/>. (Consulté le 26 avril 2015).

Les Amis du Togo. <http://les-amis-du-togo.jimdo.com/le-togo/>. (Consulté le 6 mai 2015).

Marche silencieuse de protestation des églises chrétiennes et des avocats. <https://www.youtube.com/watch?v=xMWC30z0j4c>. (Consulté le 17 avril 2015).

Paulin Monga Wa Matanga. Membranité écologique des êtres dans la théologie chrétienne et dans la pensée bantu : fondement d'une éthique de la tempérance, URL : https://books.google.ch/books?id=sHMJBbuVUAC&pg=PA454&lpg=PA454&dq=remarques+critiques+sur+la+th%C3%A9ologie+de+la+reconstruction&source=bl&ots=0VDQOam68n&sig=rQsSp_soP5Xrza1m0PkQV1cbw8&hl=en&sa=X&ei=EHE_VbjnCYuwUe3ug4AP&ved=0CB4Q6AEwAA#v=onepage. (Consulté le 17 avril 2015).

Plateforme citoyenne justice et vérité : brève présentation de l'Eglise des Assemblées de Dieu. <http://www.pcjv-togo.org/index.php/nos-associations-membres/eglise-des-assemblees-de-dieu-du-togo>. (Consulté le 4 mai 2015).

Réveil FM Internationale. <http://reveilfm.com/index.php/2009/04/08/336-10-questions-a-ka-mana>. (Consulté le 18 avril 2015).

Revue des Sciences religieuses. Gabriel Tchonang. Brève histoire de la théologie africaine. In : revue des sciences religieuses » [en ligne], 84/2 I 2010, URL : <http://rsr.revues.org/344>; DOI:10.4000/rsr.344 consulté le 17 avril 2015.

Revue Scientifique. Deval, Raymond . Les musulmans au Togo, Cahier d'études Africaines, année 1981, Vol.21,n° 84, p. 604-606 http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cea_00080055_1981_num_21_84_2293_t1_0604_0000_2 .(Consulté le 6 mai 2015).

Sylvanus Olympio : Autopsie d'un coup d'Etat par Jeune Afrique Livres sur <http://www.ufctogo.com/Sylvanus-Olympio-autopsie-d-un-623.html>. (Consulté le 15 février 2015).

Site de la diaspora togolaise. <http://cvu-togo-diaspora.org/files/2012/04/Rapport-Final-CVJR.pdf> (Consulté le 16 mars 2015).

Site du Conseil Œcuménique des Eglises : <https://www.oikoumene.org/fr/member-churches/methodist-church-of-togo>. (Consulté le 4 mai 2015).

Site officiel de l'Eglise catholique au Togo. http://infocatho.cef.fr/fichiers_html/pays/aanneatlasmonde/paysaatlasafrique/maquetteafrdef/atlasafrtogo.html. (Consulté le 5 mai 2015).

Site de l'Institut de recherche pour le développement. Noret, Joël. Le Pentecôtisme au Togo : éléments d'histoire et de développement. http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/autrep2/010035401.pdf. (Consulté le 5 mai 2015).

Site officiel RFI. Sylanus Olympio. Discours de proclamation de l'indépendance du Togo le 27 avril 1960 à Lomé. <http://www.rfi.fr/afrique/20100426-dates-cle-histoire-togo/>. (Consulté le 10 février 2015).

Site SENAT <http://www.senat.fr/rap/r10-324/r10-3240.html>. (consulté le 5 mars 2015).

Togo élection fraudes et violences. <https://www.youtube.com/watch?v=h7HvKEktg0U> . (Consulté le 17 mars 2015).

Toulabor, Comi M.. Violence militaire, démocratisation et ethnicité au Togo, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/autrep2/010019328.pdf, (Consulté le 16 mars 2015).

Holy Sea Press Office(ed), *Vatican Information Service (VIS)*, 11-05-2015-Year XXII-Num.087. URL: <http://visnews-en.blogspot.ch/2015/05/francis-receives-episcopal-conference.html>.

V. INTERVIEW

AGNEGUE, Seth, Régent du village d'Ahlou Sassanou, Ahlou, juin 1998.

SEWONU, Kanoli, Pasteur, 16 mars 2015, Lomé, par téléphone.